

J8S9  
E88  
2006/07  
2  
QL  
P. gouv.



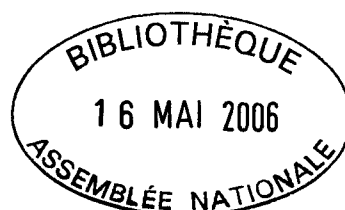
# ÉTUDE DES CRÉDITS

2006-2007

DEMANDE

DE

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS



# SÛRETÉ DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

### DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

<u>QUESTIONS</u>	<u>Page</u>
13. LA LISTE DES DIRIGEANTS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, LA DIRECTION DONT ILS ONT LA RESPONSABILITÉ ET LEUR RÉMUNÉRATION RESPECTIVE POUR LA PÉRIODE 2005-2006 AINSI QUE LES AUGMENTATIONS OU BONIS REÇUS.	1
14. LA LISTE DES DÉPENSES DE LA DIRECTION «SURVEILLANCE DU TERRITOIRE» POUR LA PÉRIODE 2005-2006 ET LE BUDGET POUR LA PROCHAINE ANNÉE.	2
15. LA LISTE DES DÉPENSES DE LA DIRECTION «ADMINISTRATION» POUR LA PÉRIODE 2005-2006 ET LE BUDGET POUR LA PROCHAINE ANNÉE.	3
16. LA LISTE DES DÉPENSES DE LA DIRECTION «ENQUÊTES CRIMINELLES» POUR LA PÉRIODE 2005-2006 ET LE BUDGET POUR LA PROCHAINE ANNÉE.	4
17. LA LISTE DES DÉPENSES DE LA DIRECTION «DÉVELOPPEMENT ET AFFAIRES INSTITUTIONNELLES» POUR LA PÉRIODE 2005-2006 ET LE BUDGET POUR LA PROCHAINE ANNÉE.	5
18. LA LISTE DES DÉPENSES EFFECTUÉES DANS LE CADRE DU REGISTRE DES ARMES À FEU POUR LES PÉRIODES 2004-2005 ET 2005-2006, ET PRÉVISIONS POUR 2006-2007.	6
19. LE NOMBRE DE VÉHICULES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC RÉPARTIS PAR CATÉGORIE (AUTOMOBILES, CAMIONS, MINIBUS, MOTOCYCLETTES, HÉLICOPTÈRES, MOTONEIGES) ET PAR DISTRICT AU 31 MARS 2006.	7
20. L'INVESTISSEMENT POUR LA PÉRIODE 2005-2006 EN VÉHICULES, PAR CATÉGORIE (AUTOMOBILES, CAMIONS, MINIBUS, MOTOCYCLETTES, HÉLICOPTÈRES, MOTONEIGES) ET PAR DISTRICT ET PRÉVISIONS POUR 2006-2007.	8
21. L'INVESTISSEMENT POUR LA PÉRIODE 2005-2006 EN ÉQUIPEMENTS SPÉCIALISÉS, PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT, ET PRÉVISIONS POUR 2006-2007.	10
22. LISTE DES MRC ET MUNICIPALITÉS DESSERVIES PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, COPIE DES CONTRATS ET MONTANTS FACTURÉS À CHACUNE D'ELLE POUR 2005-2006 ET PRÉVISIONS POUR 2006-2007.	11
23. LE NOMBRE D'EFFECTIFS (POLICIERS/CIVILS) AU 31 MARS 2006, RÉPARTIS PAR DISTRICT ET PAR QUART DE TRAVAIL.	12
24. LE NOMBRE D'EFFECTIFS AFFECTÉS AUX PATROUILLES AUTOROUTIÈRES.	13
25. LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE (DIRECTEURS, INSPECTEURS, CAPITAINES, ETC., POUR POLICIERS ET CADRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, ETC., POUR LES CIVILS) AU 31 MARS 2006.	14
26. LES PRINCIPALES ATTRIBUTIONS DU PERSONNEL POLICIER (PATROUILLE, ENQUÊTE, SOUTIEN OPÉRATIONNEL, ADMINISTRATIF OU GESTION) AU 31 MARS 2006.	15
27. LA RÉPARTITION DÉTAILLÉE DES INTERVENTIONS EN SÉCURITÉ ROUTIÈRE (CONSTATS D'INFRACTION [PROVINCIAUX/MUNICIPAUX], VÉRIFICATION TECHNIQUE, CAPACITÉS AFFAIBLIES, CONDUITE DANGEREUSE, ETC.) POUR LA PÉRIODE 2005-2006.	16

<b>QUESTIONS</b>	<b>Page</b>
28. LE NOMBRE ET LA NATURE DES CONSTATS D'INFRACTION ÉMIS PAR LES POLICIERS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DU 1 <sup>ER</sup> JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2005 : A) SUR LES ROUTES ENTRETENUES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS ; B) SUR LES ROUTES ENTRETENUES PAR UNE MUNICIPALITÉ.	17
29. LE NOMBRE D'INTERVENTIONS TECHNIQUES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR SON TERRITOIRE POUR L'ANNÉE 2005.	18
30. LE NOMBRE D'INTERVENTIONS TECHNIQUES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LE TERRITOIRE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX POUR L'ANNÉE 2005.	19
31. LA RÉPARTITION AU 31 MARS 2006 DES MEMBRES DES ESCOUADES RÉGIONALES MIXTES AINSI QUE LE BUDGET <u>ANNUEL</u> ACCORDÉS, PAR LIEUX D'AFFECTATION.	20
32. LE NOMBRE D'HEURES ET LES COÛTS PAR POSTE DU TEMPS SUPPLÉMENTAIRE EFFECTUÉ À LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, EN PRÉCISANT LE TYPE D'ACTIVITÉ AUQUEL EST RELIÉ LE TEMPS SUPPLÉMENTAIRE POUR LA PÉRIODE 2005-2006.	22
33. LA LISTE DES NOUVEAUX OFFICIERS ET AGENTS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ET DE CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROMOTION, PAR POSTE, POUR L'ANNÉE 2005-2006 AVEC, DANS LE CAS DES NOUVEAUX AGENTS, LEUR PROFIL DE FORMATION.	23
34. LA LISTE DES PROCUREURS QUI ONT TRAVAILLÉ SUR DES DOSSIERS DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE POUR LA DÉFENSE DES POLICIERS, LISTE DE CES DOSSIERS ET LEUR CONCLUSION, LA RÉMUNÉRATION DE CES PROCUREURS POUR LA PÉRIODE 2005-2006, AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES.	28
35. ÉVALUATION DES COÛTS ENGENDRÉS PAR LES MOYENS DE PRESSION DES POLICIERS DE LA SQ EN VUE DU RENOUVELLEMENT DE LEUR CONVENTION COLLECTIVE, PAR RÉGION. FOURNIR LA LISTE LA PLUS EXHAUSTIVE DES MOYENS DE PRESSION RECENSÉS.	29
54. LE NOMBRE DE FUGUES RAPPORTÉES ET SOLUTIONNÉES, PAR RÉGION, SUR LE TERRITOIRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ET CELUI DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX POUR LA PÉRIODE 2005-2006.	31
61. COPIE DE TOUTE CORRESPONDANCE CONCERNANT LES ESCOUADES RÉGIONALES MIXTES POUR LA PÉRIODE 2005-2006.	32
73. VENTILATION DES BUDGETS ACCORDÉS POUR LUTTER CONTRE LE TERRORISME, DEPUIS 2001, ET PRÉVISIONS POUR 2006-2007.	33
74. MONTANTS ALLOUÉS À L'ORGANISATION DES JEUX MONDIAUX POLICIERS POMPIERS, AVEC, POUR CHAQUE MONTANT : A) LE DESTINATAIRE DE LA SUBVENTION; B) DATE À LAQUELLE LA SUBVENTION EST ACCORDÉE; C) MONTANT POUR CHAQUE SUBVENTION; D) UTILISATION PRÉVUE	34
75. COPIE DES RÉOLUTIONS ENVOYÉES PAR DES CONSEILS MUNICIPAUX CONCERNANT LES SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC POUR LA PÉRIODE 2005-2006.	35

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES DIRIGEANTS DE LA SQ, LA DIRECTION DONT ILS ONT LA RESPONSABILITÉ ET LEUR RÉMUNÉRATION RESPECTIVE POUR LA PÉRIODE 2005-2006 AINSI QUE LES AUGMENTATIONS REÇUES OU BONIS REÇUS

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec	DIRIGEANTS EN PLACE	TRAITEMENT ANNUEL (Au 1 <sup>er</sup> avril 2005) \$
	M. Normand Proulx, directeur général	175 441
	M. Richard Deschesnes, directeur général adjoint à l'Administration	133 603
	M. Denis Fiset, directeur général adjoint aux Affaires institutionnelles	133 603
	M. Steven Chabot, directeur général adjoint aux Enquêtes criminelles	150 816
	M. Régis Falardeau, directeur général adjoint à la Surveillance du territoire	141 343

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES DÉPENSES DE LA DIRECTION «SURVEILLANCE DU TERRITOIRE» POUR LA PÉRIODE 2005-2006 ET LE BUDGET POUR LA PROCHAINE ANNÉE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

CATÉGORIES		DÉPENSES COMPTABILISÉES A SYGBEC AU 10 AVRIL 2006 2005-2006 k\$
Rémunération		
	Direction générale	5 406,9
	Surveillance du territoire	393 896,5
	Administration	23 132,2
	Enquêtes criminelles	62 383,6
	Affaires institutionnelles	<u>24 609,4</u>
Total rémunération		509 428,6
Fonctionnement (excluant l'amortissement)		151 464,8
Amortissement des immobilisations		23 078,3
TOTAL (incluant Fonds des services de police)		<u>683 971,7</u>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES DÉPENSES DE LA DIRECTION «ADMINISTRATION» POUR LA PÉRIODE 2005-2006 ET LE BUDGET POUR LA PROCHAINE ANNÉE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

CATÉGORIES		DÉPENSES COMPTABILISÉES À SYGBEC AU 10 AVRIL 2006 2005-2006 k\$
Rémunération		
Direction générale		5 406,9
Surveillance du territoire		393 896,5
Administration		23 132,2
Enquêtes criminelles		62 383,6
Affaires institutionnelles		<u>24 609,6</u>
<b>Total rémunération</b>		<b>509 428,6</b>
Fonctionnement (excluant l'amortissement)		151 464,8
Amortissement des immobilisations		23 078,3
<b>TOTAL (incluant Fonds des services de police)</b>		<b><u>683 971,7</u></b>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES DÉPENSES DE LA DIRECTION « ENQUÊTES CRIMINELLES » POUR LA PÉRIODE 2005-2006 ET LE BUDGET POUR LA PROCHAINE ANNÉE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

CATÉGORIES		DÉPENSES COMPTABILISÉES À SYGBEC AU 10 AVRIL 2006 2005-2006 k\$
Rémunération		
Direction générale		5 406,9
Surveillance du territoire		393 896,5
Administration		23 132,2
Enquêtes criminelles		62 383,6
Affaires institutionnelles		<u>24 609,4</u>
Total rémunération		509 428,6
Fonctionnement (excluant l'amortissement)		151 464,8
Amortissement des immobilisations		23 078,3
TOTAL (incluant Fonds des services de police)		<u>683 971,7</u>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES DÉPENSES DE LA DIRECTION « DÉVELOPPEMENT ET AFFAIRES INSTITUTIONNELLES »  
POUR LA PÉRIODE 2005-2006 ET LE BUDGET POUR LA PROCHAINE ANNÉE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

CATÉGORIES		DÉPENSES COMPTABILISÉES À SYGBEC AU 10 AVRIL 2006 2005-2006 k\$
Rémunération		
Direction générale		5 406,9
Surveillance du territoire		393 896,5
Administration		23 132,2
Enquêtes criminelles		62 383,6
Affaires institutionnelles		<u>24 609,4</u>
<b>Total rémunération</b>		<b>509 428,6</b>
Fonctionnement (excluant l'amortissement)		151 464,8
Amortissement des immobilisations		23 078,3
<b>TOTAL (Incluant Fonds des services de police)</b>		<b><u>683 971,7</u></b>



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES DÉPENSES EFFECTUÉES DANS LE CADRE DU REGISTRE DES ARMES À FEU POUR LES PÉRIODES 2004-2005 ET 2005-2006, ET PRÉVISIONS POUR 2006-2007

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec		2004-2005 Dépenses réelles \$	2005-2006 Dépenses estimées \$	PRÉVISIONS 2006-2007 Dépenses estimées \$
Rémunération		4 272 179	3 319 000	3 800 000
Opération et administration		766 089	784 500	784 500
Autres coûts : CARRA, CSST, maladie, vacances		651 311	298 600	415 500
Total		5 689 579	4 402 100	5 000 000

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**NOMBRE DE VÉHICULES DE LA SQ RÉPARTIS PAR CATÉGORIE (AUTOMOBILES, CAMIONS, MINIBUS, MOTOCYCLETTES, HÉLICOPTÈRES, MOTONEIGES, ETC.)  
ET PAR DISTRICT AU 31 MARS 2006**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec												
DISTRICTS		CATEGORIES										
	Véhicules banalisés	Véhicules identifiés	Fourgonnettes	4 x 4	Minibus Minivan	Camions	Motocyclettes	Motoneiges	Bateaux	VTT	Hélicoptères	TOTAL
Quartier général Montréal	549	57	77	21	95	23	1	9	12	5	3	852
Bas Saint-Laurent- Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	70	80	8	5	6		4	24	7	26		230
Saguenay - Lac St-Jean	57	50	3	7	3		4	10	6	10		150
Capitale-Nationale- Chaudière-Appalaches	101	106	11	1	6		10	18	5	16		274
Mauricie - Centre du Québec	100	100	8	4	3		5	14	7	16		257
Estrie	61	57	6	2	4		4	10	6	12		162
Montréal - Laval - Laurentides - Lanaudière	104	109	2	4	2		12	14	5	10		262
Outaouais	54	35	4	3	3	1	4	6	5	10		125
Abitibi-Témiscamingue - Nord- du-Québec	62	50	4	12	3			14	5	10		160
Côte-Nord	49	45	4	13	5			14	3	8		141
Montréal	106	126	2	1	3		7	8	2	12		267
TOTAL	1313	815	129	73	133	24	51	141	63	135	3	2880

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

INVESTISSEMENT POUR LA PÉRIODE 2005-2006 EN VÉHICULES, PAR CATÉGORIE (AUTOMOBILES, CAMIONS, MINIBUS, MOTOCYCLETTES, HÉLICOPTÈRES, MOTONEIGES, ETC.)  
ET PAR DISTRICT ET PRÉVISIONS POUR 2006-2007

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

DISTRICTS		NO		CATEGORIES									
		Véhicules banalisés	Véhicules identifiés	Fourgonnettes	4 x 4	Minibus Minivan	Camions	Motocyclettes	Motoneiges	Bateaux	VTT	TOTAL	
Quartier général Montréal		764 374 \$	507 870 \$	443 421 \$	229 416 \$	516 384 \$	48 063 \$		227 326 \$	174 760 \$	173 680 \$	3 085 294 \$	
Bas-Saint-Laurent-Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine		175 496 \$	423 225 \$	24 089 \$		47 508 \$						670 318 \$	
Saguenay – Lac- St-Jean		43 874 \$	451 440 \$			23 754 \$			17 227 \$			536 295 \$	
Capitale-Nationale-Chaudière- Appalaches		307 118 \$	1 326 105 \$	48 178 \$		23 754 \$						1 705 155 \$	
Mauricie – Centre-du-Québec		87 748 \$	1 156 815 \$	24 089 \$		23 754 \$						1 292 406 \$	
Estrie		153 559 \$	592 515 \$	24 089 \$				20 666 \$				790 829 \$	
Montréal – Laval – Laurentides- Lanaudière		131 622 \$	1 382 535 \$									1 514 157 \$	
Outaouais		87 748 \$	310 365 \$									398 113 \$	
Abitibi-Témiscamingue - Nord- du-Québec		109 685 \$	536 085 \$		66 374 \$							712 144 \$	
Côte-Nord		65 811 \$	423 225 \$			23 754 \$			20 666 \$			533 456 \$	
Montréal		153 559 \$	1 354 320 \$			23 754 \$						1 531 633 \$	
TOTAL		2 080 594 \$	8 464 500 \$	563 866 \$	295 790 \$	682 662 \$	48 063 \$	0 \$	268 658 \$	191 987 \$	173 680 \$	12 769 800 \$	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

PRÉVISION INVESTISSEMENT POUR LA PÉRIODE 2006-2007 EN VÉHICULES, PAR CATÉGORIE (AUTOMOBILES, CAMIONS, MINIBUS, MOTOCYCLETTES, HÉLICOPTÈRES, MOTONEIGES, ETC.)  
ET PAR DISTRICT

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

DISTRICTS		NO	CATEGORIES										
			Véhicules			Minibus							
			Véhicules banalisés	identifiés	Fourgonnettes	4 x 4	Minivan	Camions	Motocyclettes	Motoneiges	Bateaux	VTT	TOTAL
Quartier général Montréal	0		2 914 000 \$	532 000 \$	224 000 \$		742 000 \$	80 000 \$	300 000 \$	22 000 \$	265 000 \$	18 000 \$	5 097 000 \$
Bas- Saint-Laurent-Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	1		357 000 \$	798 000 \$	0 \$	35 000 \$	26 000 \$			22 000 \$		9 000 \$	1 247 000 \$
Saguenay – Lac St-Jean	2		167 000 \$	352 000 \$	27 000 \$		52 000 \$			22 000 \$		9 000 \$	629 000 \$
Capitale-Nationale-Chaudière- Appalaches	3		711 000 \$	1 146 000 \$	27 000 \$		78 000 \$			22 000 \$		9 000 \$	1 993 000 \$
Mauricie – Centre du Québec	4		406 000 \$	990 000 \$	27 000 \$	35 000 \$	52 000 \$			22 000 \$		9 000 \$	1 541 000 \$
Estrie	5		403 000 \$	332 000 \$			52 000 \$			22 000 \$		9 000 \$	818 000 \$
Montréal – Laval – Laurentides – Lanaudière	6		663 000 \$	1 766 000 \$	27 000 \$	105 000 \$	78 000 \$			22 000 \$		9 000 \$	2 670 000 \$
Outaouais	7		196 000 \$	150 000 \$	54 000,0 \$	35 000 \$	26 000 \$			22 000 \$		9 000 \$	492 000 \$
Abitibi-Témiscamingue – Nord- du-Québec	8		49 000 \$	710 000 \$	27 000 \$	119 000 \$	26 000 \$			22 000 \$		9 000 \$	962 000 \$
Côte-Nord	9		95 000 \$	246 000 \$	54 000,0 \$	147 000 \$	52 000 \$			22 000 \$	125 000 \$	9 000 \$	750 000 \$
Montréal	10		276 000 \$	1 710 000 \$			26 000 \$			22 000 \$	250 000 \$	9 000 \$	2 293 000 \$
TOTAL			6 237 000 \$	8 732 000 \$	467 000 \$	476 000 \$	1 210 000 \$	80 000 \$	300 000 \$	242 000 \$	640 000 \$	108 000 \$	18 492 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

INVESTISSEMENT POUR LA PÉRIODE 2005-2006 EN ÉQUIPEMENTS SPÉCIALISÉS, PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT, ET PRÉVISIONS POUR 2006-2007 \*

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sécurité du Québec

Catégorie d'équipement (coût unitaire > 1 000 \$)	GQG	District 1	District 2	District 3	District 4	District 5	District 6	District 7	District 8	District 9	District 10	Total
Machinerie et équipements d'atelier de réparation et d'entretien (station à souder, appareil de moulage, fibroscope, chariots élévateurs, défibrillateur	57 073 \$											57 073 \$
Mobilier spécialisé, génératrices, armoires et accessoires, déchiqueteuse industrielle	74 456 \$			8 941 \$			1 024 \$					84 421 \$
Lunettes de vision (nocturnes, thermales), amplificateur de lumière et sources portatives	107 733 \$											107 733 \$
Alcootests, cinémomètres, radars, décéléromètre, mesure au laser, analyseur, détection sous-marine	2 390 \$	3 700 \$	3 700 \$	14 165 \$	3 700 \$	3 700 \$		3 700 \$	3 700 \$			42 455 \$
Télécommunication (téléphone satellite, équipement de détection et d'interception de signaux, GPS, localisation)	108 054 \$			1 245 \$								109 299 \$
Déchiqueteuses industrielles (papier, CD-Rom)	19 497 \$				4 860 \$				7 290 \$			31 647 \$
Tentes, kiosque, mascotte	13 672 \$				4 900 \$				6 545 \$			25 117 \$
Équipement de plongée	10 891 \$			31 570 \$								42 461 \$
Système de détection Rayon-X	354 893 \$											354 893 \$
Lutte au terrorisme et intervention tactique (tenue anti-bombe, canon à eau, mini-véhicule télécommandé)	22 169 \$			66 670 \$								88 839 \$
Audio-Visuel (interrogatoire vidéo, caméras vidéo et numérique, système de visualisation, système de sonorisation, projecteurs multimédias)	212 800 \$			5 834 \$				25 834 \$	22 917 \$	20 000 \$	20 000 \$	307 385 \$
Total	983 628 \$	3 700 \$	3 700 \$	128 425 \$	13 460 \$	3 700 \$	1 024 \$	29 534 \$	40 452 \$	23 700 \$	20 000 \$	1 251 323 \$

\*Prévision 2006-2007 non disponible  
Cette liste ne comprend pas les dépenses d'immobilisations reliées au parc automobile et à l'informatique.  
De nombreuses catégories sont comptabilisées au central (GQG) bien qu'ils servent à l'ensemble du territoire par attribution temporaire : lutte au terrorisme, unités d'urgence, groupe d'intervention, enquêtes criminelles, sécurité routière, télécommunication.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES MRC ET MUNICIPALITÉS DESSERVIES PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, COPIE DES CONTRATS ET MONTANTS FACTURÉS À CHACUNE D'ELLE POUR 2005-2006 ET PRÉVISIONS POUR 2006-2007

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec
Voir le cahier du ministère de la Sécurité publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NOMBRE D'EFFECTIFS (POLICIERS/CIVILS/RÉGULIERS) AU 31 MARS 2006, RÉPARTIS PAR DISTRICT ET PAR QUART DE TRAVAIL

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Districts	En place au 31 mars 2006		Répartition par quart de travail							
	Civils		Policiers		Relève de jour du lundi au vendredi		3 relèves (rotation/jour-soir-nuit)		Nombre moyen de personnes par relève	
			Civils	Policiers	Civils	Policiers	Civils	Policiers	Civils	Policiers
Bas-St-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	79	462	63	204	16	258	4	51		
Saguenay-Lac-St-Jean	51	276	44	121	7	155	1	31		
Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	102	556	85	219	17	337	4	67		
Mauricie-Centre-du-Québec	84	570	70	217	14	353	3	70		
Estrie	60	326	50	142	10	184	2	36		
Montréal-Laval-Laurentides-Lanaudière	102	532	77	217	25	315	6	63		
Outaouais	42	226	34	116	8	110	2	22		
Abitibi-Témiscamingue-Nouveau-Québec	62	321	51	154	11	167	2	33		
Côte-Nord	46	210	41	98	5	112	1	22		
Montréal	113	677	85	266	28	411	7	82		
Grand quartier général	862	1014	806	817	56	197	14	39		
Total	1603	5170	1406	2571	197	2599				

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE  
NOMBRE D'EFFECTIFS AFFECTÉS AUX PATROUILLES AUTOROUTIÈRES

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

443 effectifs policiers sont affectés aux patrouilles autoroutières.



## RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**ETC., POUR LES CIVILS) AU 31 MARS 2006**

## TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

**1603**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

PRINCIPALES ATTRIBUTIONS DU PERSONNEL POLICIER (PATROUILLE, ENQUÊTE, SOUTIEN OPÉRATIONNEL, ADMINISTRATIF OU GESTION) AU 31 MARS 2006

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF POLICIER RÉGULIER (en place au 31 mars 2006)

- |  |              |
|--|--------------|
| ▪ Direction générale (directeur général, affaires internes, communications, audit et évaluation)   | 39           |
| ▪ Administration (relations professionnelles, dotation policière et civile, ressources financières, ressources matérielles et gestion de carrière) | 56           |
| ▪ Affaires institutionnelles (permis, technologies, SAGIR, formation et protection de l'État)  | 143          |
| ▪ Enquêtes criminelles (enquêtes nationales, renseignements criminels et soutien aux enquêtes)   | 900          |
| ▪ Surveillance du territoire (patrouilles, enquêtes, mesures d'urgence, soutien à la gendarmerie et police de proximité)                           | <u>4 032</u> |

TOTAL	5 170
-------	-------

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

RÉPARTITION DÉTAILLÉE DES INTERVENTIONS EN SÉCURITÉ ROUTIÈRE (CONSTATS D'INFRACTION [PROVINCIAUX/MUNICIPAUX], VÉRIFICATION TECHNIQUE, CAPACITÉS AFFAIBLIES, CONDUITE DANGEREUSE, ETC.) POUR LA PÉRIODE 2005-2006

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Période du 1<sup>er</sup> avril 2005 au 31 mars 2006

Constats d'infractions	
Provinciaux (note 1)	104 580
Municipaux	55 808
Avis de vérification technique	63 041
Avis de vérification mécanique	2 650
Conduite dangereuse	989
Capacités affaiblies	7 714
Délits de fuite	<u>9 483</u>
	<b>TOTAL</b>
	<b>244 265</b>

Note 1 : Le total inclut 12 897 constats dont le Procureur général est le poursuivant et qui sont traités par les cours municipales.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NOMBRE ET NATURE DES CONSTATS D'INFRACTION ÉMIS PAR LES POLICIERS DE LA SQ : A) SUR LES ROUTES ENTRETENUES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS ,  
B) SUR LES ROUTES ENTRETENUES PAR UNE MUNICIPALITÉ

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Période du 1<sup>er</sup> avril 2005 au 31 mars 2006

Constats d'infractions :

Provinciaux :	104 580 <sup>(1)</sup>
Municipaux :	<u>55 808</u>
TOTAL :	160 388

<sup>(1)</sup> Incluant 12 897 constats dont le Procureur général est le poursuivant et qui sont traités par les cours municipales.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE  
  
NOMBRE D'INTERVENTIONS TECHNIQUES DE LA SQ SUR SON TERRITOIRE POUR L'ANNÉE 2005

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

• Polygraphie (dossiers) : demandes de tests	159
• Hypnose (séances) : séances d'hypnose	20
• Analyse de déclaration : demandes d'analyse de déclaration	150
• Groupe d'intervention : missions primaires et secondaires	309
• Enquêtes et scènes d'incendies	1 157
• Scènes de crimes : (secteurs Ouest et Est)	3 553
• Empreintes digitales : fiches d'empreintes	22 888
• Laboratoire de photographies (photographies imprimées) : photographies imprimées dans toutes les catégories (scènes de crimes, autopsies, prévenus, etc.), et pour tous les organismes (SQ, SM, Laboratoire de sciences judiciaires, etc.) incluant l'arrérage des autres années.	814 065
• Photographies signalétiques	19 311
• Enquêtes – collisions (rapport)	346
• Équipes cynophiles	334
• Techniciens en explosifs (missions)	572
• Plongeurs (missions)	213
• Équipe nautique (missions)	595

NOTE : Statistiques pour l'année civile 2005

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NOMBRE D'INTERVENTIONS TECHNIQUES DE LA SQ SUR LE TERRITOIRE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX POUR L'ANNÉE 2005

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

• Polygraphie (dossiers)	129
• Hypnose (sessions)	25
• Analyse de déclaration	61
• Groupe d'intervention	40
• Enquêtes et scènes d'incendies	26
• Scènes de crimes	1 551
• Empreintes digitales	16 395
• Photographies signalétiques	9 294
• Enquêtes – collisions (rapport)	56
• Équipes cynophiles	73
• Techniciens en explosifs (missions)	91
• Plongeurs (missions)	32
• Équipe nautique (missions)	100

NOTE : Statistiques pour l'année civile 2005

**ÉTUDES DES CRÉDITS 2006-2007**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**  
**LA RÉPARTITION AU 31 MARS 2006 DES MEMBRES DES ESCOUADES RÉGIONALES MIXTES**  
**AINSI QUE LE BUDGET ANNUEL ACCORDÉS, PAR LIEUX D'AFFECTATION**

**TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec**

Les escouades régionales mixtes (ERM) regroupent des policiers de différents services de police municipaux (SPM et Autochtone), fédéral (GRC) et de la Sûreté du Québec. La répartition des membres au 31 mars 2006 est la suivante :				
<u>ERM</u>	<u>NOMBRE DE POLICIERS PARTICIPANTS</u>			<u>SERVICES DE POLICE MUNICIPAUX / AUTOCHTONE</u>
Mauricie	SQ : 4	GRC : 2	SPM : 5	Trois - Rivières
Outaouais	SQ : 4	GRC : 2	SPM : 4	Gatineau et MRC des collines
Québec	SQ : 7	GRC : 2	SPM : 7	Québec et Lévis
Estrie	SQ : 5	GRC : 2	SPM : 4	Sherbrooke, Magog et Granby
Saguenay	SQ : 4	GRC : 1	SPM : 5	Saguenay
Montréal	SQ : 8	GRC : 4	SPM : 13	Montréal, St-Jean sur Richelieu et Longueuil
Rive – Nord	SQ : 8	GRC : 4	SPM : 6	Laval, St-Jérôme, Deux montagnes, Repentigny et Joliette
UMECO (Budget alloué ne supporte que les membres SQ)	SQ : 4	GRC : 14	SPM AUTOCHTONE : 8	Odanak, Manawan, Oujé-Bougoumou, Uashat-Maliotenam, Kîitigan Zîbi et Kuujjuaarapi

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LA RÉPARTITION AU 31 MARS 2006 DES MEMBRES DES ESCOUADES RÉGIONALES MIXTES AINSI QUE LE BUDGET ANNUEL ACCORDÉS, PAR LIEUX D'AFFECTATION

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec		
Le budget du Service de la coordination des projets conjoints se répartit comme suit :		
Mauricie	635 038 \$	
Outaouais	621 772 \$	
Québec	1 235 320 \$	
Estrie	620 424 \$	
Saguenay	775 985 \$	
Montréal	2 196 603 \$	
Rive – Nord	994 178 \$	
UMECO (crédits supportant les membres SQ seulement)	100 000 \$	
Division des projets de partenariat en enquêtes criminelles	300 000 \$	
Service de la coordination	268 880 \$	
Opérations spéciales / Service de soutien aux escouades	2 250 000 \$	
Renseignements criminels	90 000 \$	
TOTAL :	10 088 200 \$	



SÛRETÉ DU QUÉBEC  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE  
PÉRIODE DU 2005-04-01 AU 2006-03-31

QUESTION : Nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2005-2006 (Données enregistrées au 6 avril 2006)											
	OPÉRATIONS RÉGULIÈRES								OPÉRATIONS SPÉCIALES	TOTAL HEURES EFFECTUÉES	
	Présence à la cour 55	Détection 30	Drogues et stupéfiants 22	Sécurité routière 10	Patrouille préventive 65	Autre travail policier 50	Autres				
DISTRICTS											
Bas-St-Laurent, Gaspésie, Iles Mad.(dist.1)	7 228	13 459	2 418	10 330	622	2 493	680	12 075	49 305		
Saguenay, Lac-St-Jean (district 2)	2 746	4 189	1 314	6 279	53	1 345	286	48 898	65 110		
Québec (district 3)	7 482	12 872	1 238	7 583	76	912	117	22 056	52 336		
Mauricie, Centre-du-Québec (district 4)	8 956	19 677	2 484	5 298	10 144	1 904	1 027	21 385	70 875		
Estrie (district 5)	3 775	6 405	2 006	9 615	31	1 323	225	20 151	43 531		
Montréal, Laval, Laur. Lanaud. (district 6)	12 259	15 079	3 865	3 687	18 342	2 151	2 245	136 566	194 194		
Outaouais (district 7)	3 217	6 248	829	1 383	4 035	1 300	348	10 981	28 341		
Abitibi, Témiscam., Nord du Québec (dist.8)	3 872	9 713	1 770	4 334	1 452	2 822	727	35 647	60 337		
Côte-Nord (district 9)	2 794	5 079	1 459	12 712	79	1 249	596	6 066	30 034		
Monterégie (district 10)	9 803	23 575	3 625	2 690	25 971	2 986	1 070	26 022	95 742		
S/total - districts	62 132	116 296	21 008	63 911	60 805	18 485	7 321	339 847	689 805		
G.Q.G.											
Direction générale	1	0	0	0	0	1 742	27	458	2 228		
Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Développement et affaires institutionnelles	0	1 541	0	0	0	376	1 653	15 008	18 578		
Enquêtes criminelles	0	240	0	0	0	14	0	199 090	199 344		
Surveillance du territoire	582	3 855	960	1 981	155	5 127	896	53 676	67 232		
S/total - GQG	583	5 636	960	1 981	155	7 259	2 576	268 232	287 382		
TOTAL - S.Q.	62 715	121 932	21 968	65 892	60 960	25 744	9 897	608 079	977 187		
%	6,42%	12,48%	2,25%	6,74%	6,24%	2,63%	1,01%	62,23%	100,00%		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES NOUVEAUX OFFICIERS ET AGENTS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ET DE CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROMOTION, PAR POSTE, POUR L'ANNÉE 2005-2006  
AVEC, DANS LE CAS DES NOUVEAUX AGENTS, LEUR PROFIL DE FORMATION

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

<u>Promotions et nouveaux officiers</u>			
Inspecteurs-chefs	2	Martin Gilles	Perreault Martine
Inspecteurs	6	Auger Jacques Fillion Luc	Bissonnette Richard Toulouse Pierre
Capitaines	17	Bélair Daniel Danis Claude Harvey Lucien Ouellet Gervais Tremblay Sylvain	Charrette Mario  Boudreault Ronald Goulet André Léveillé Robert Pelletier Louis  Carmel-Tremblay Nadine Guay Marc Montreuil Stephan Prévost Guy

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES NOUVEAUX OFFICIERS ET AGENTS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ET DE CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROMOTION, PAR POSTE, POUR L'ANNÉE 2005-2006

AVEC, DANS LE CAS DES NOUVEAUX AGENTS, LEUR PROFIL DE FORMATION

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Promotions et nouveaux officiers			
Lieutenant	33	<div>April Jérôme</div> <div>Blais Marcel</div> <div>Bouchard André</div> <div>Charrette Martin</div> <div>Dubé Patrick</div> <div>Gaudreau Frédéric</div> <div>Lapointe Michel</div> <div>Neveu Raymond</div> <div>Vincent Louis</div>	<div>Basque Michel</div> <div>Blanchet Ghislain</div> <div>Boudreault Isabelle</div> <div>Dallaire Vincent</div> <div>Dufour Éric</div> <div>Gervais Ghislain</div> <div>Leboeuf Edmond</div> <div>Perreault Claude</div> <div>Benoit Éric</div> <div>Blouin Luc</div> <div>Bourdon Richard</div> <div>Desmarais Daniel</div> <div>Dufour Pierre</div> <div>Gilbert Raymond</div> <div>Meunier Bernard</div> <div>Plante Benoît</div> <div>Bissonnette Joël</div> <div>Boivin Charles</div> <div>Campagna Daniel</div> <div>Drolet Gilles</div> <div>Gagné Mario</div> <div>Laliberté Luc</div> <div>Morin Daniel</div> <div>Talbot Clermont</div>
TOTAL	58		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES NOUVEAUX OFFICIERS ET AGENTS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ET DE CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROMOTION, PAR POSTE, POUR L'ANNÉE 2005-2006  
AVEC, DANS LE CAS DES NOUVEAUX AGENTS, LEUR PROFIL DE FORMATION

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Promotions et nouveaux sous-officiers

Sergents 97 Voir annexe 1

Nouveaux policiers

Embauche d'auxiliaires : 249

Profil de formation académique pour les auxiliaires:

Niveau universitaire : 14

Niveau collégial : 235

**LISTE DES MEMBRES PROMUS SERGENT**  
**Du 1<sup>er</sup> avril 2005 au 31 mars 2006**

NOM	PRÉNOM	MATRICULE	DATE D'AFFECTATION	CR
Alain	Dominique	10602	2005-06-01	7497
Auger	Christian	9369	2005-06-01	8363
Auger	Frédéric	10436	2005-05-23	7466
Beaulieu	Mario	7432	2005-12-19	7533
Bélanger	Guylaine	9019	2006-02-17	8621
Bérard	Michel	10200	2005-06-17	8566
Bertrand	Serge	11108	2005-12-12	8821
Bilodeau	Michaël	9469	2005-06-06	8421
Birs	Charles-André	8438	2006-03-16	8072
Boisclair	Marc-André	10732	2005-04-11	7497
Boucher	David	9972	2005-06-03	8180
Boucher	Jean-François	8042	2005-07-22	8321
Boucher	Serge	10065	2005-04-22	8321
Bourque	Yves	10026	2005-09-01	8927
Buteau	Philippe	9834	2005-10-17	8172
Cardinal	France	9056	2006-01-29	8075
Caumartin	Marc	10654	2006-03-10	8021
Caya	Luc	9413	2005-07-22	8021
Champagne	Stéphane	9536	2005-11-18	7495
Charrette	Pierre	10188	2005-05-01	8176
Chartrand	Richard	9387	2005-04-04	8721
Chevrier	Pascal	10392	2005-04-22	7497
Corbeil	Martin	8594	2005-11-06	8674
Côté	David	9805	2005-05-20	7531
Côté	Maxime	9583	2005-04-01	8227
Côté	Mélanie	11660	2006-01-01	8386
Courtemanche	Sylvain	8879	2006-03-15	8739
Crête	Stéphan	9847	2005-07-01	7495
Decoste	Jacques	8163	2005-11-14	7262
Desjardins	Vincent	9584	2005-07-18	8386
Desrochers	Martin	9028	2006-03-01	7497
Dion	Jean-François	9917	2005-05-27	7497
Dufour	Dany	9856	2005-06-01	7494
Dufour	Richard	10532	2005-10-21	8261
Filion	Rock	8745	2005-07-22	7531
Fortier	Robert	7784	2005-09-27	8621
Fortin	Daniel	10190	2005-06-03	7494
Fortin	Stéphane	9733	2005-04-11	7497
Garceau	Stéphane	9887	2005-05-01	8178
Gauthier	Éric	9693	2005-09-01	8221
Gauthier	Nathalie	9781	2005-04-15	8063
Genest	Mario	8585	2006-02-24	8521
Giasson	Michel	10566	2005-10-01	8951
Girard	Alain	8940	2006-01-07	8261
Goupil	Martin	7599	2005-11-26	7262
Grenier	Jean-François	10266	2005-04-22	7497
Guillemette	Martine	8542	2006-02-01	7566
Hamel	Karine	9638	2006-02-20	7533
Iasenza	Francesca	9119	2005-06-01	7495
Ippersiel	Marc	8414	2005-04-04	8721
Jacob	Louis	9044	2006-02-06	7577
Labelle	Daniel	8274	2006-01-16	8721
Lachance	François	7722	2005-05-09	8321
Lacoursière	Janik	9289	2005-04-01	7497
Laflamme	Alain	9518	2006-03-31	8021
Laflamme	Mario	8679	2006-01-09	8621
Lafrenière	Louise	7593	2005-11-01	8621
Lalonde	Éric	11679	2006-03-10	7494
Langevin	Claude	8132	2005-10-26	7571
Langlois	Daniel	7469	2005-11-14	7262
Lapointe	Guy	10438	2005-07-08	8075
Larouche	Hugues	7800	2005-08-12	8621
Leblanc	Maxime	9677	2005-04-22	8165

[illegible]

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES PROCUREURS QUI ONT TRAVAILLÉ SUR DES DOSSIERS DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE POUR LA DÉFENSE DES POLICIERS, LISTE DE CES DOSSIERS ET LEUR ISSUE, LA RÉMUNÉRATION DE CES PROCUREURS POUR LA PÉRIODE 2005-2006 AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

NOM DE L'AVOCAT OU DE LA FIRME	RÉMUNÉRATION COMPTABILISÉE DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2005 au 31 MARS 2006 (\$)
Cain Lamarre Casgrain Wells	9 710
Castiglio & associés	589 016
Gauthier, Jean	7 983
LaHaye, Gérald	3 100
Schneider & Gaggino	12 355
Trudel Nadeau & Avocats	13 891
Vauclair, Martin	360
Walsh, Thomas	5 559

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

ÉVALUATION DES COÛTS ENGENDRÉS PAR LES MOYENS DE PRESSION DES POLICIERS DE LA SQ EN VUE DU RENOUVELLEMENT DE LEUR CONVENTION COLLECTIVE, PAR RÉGION. FOURNIR LA LISTE LA PLUS EXHAUSTIVE DES MOYENS DE PRESSION RECENSÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec		MOYENS DE PRESSION	DATE
1)	Aucune formule maison ne sera complétée;	<p>Le plein d'essence fait pour les véhicules départementaux sera fait en utilisant l'essence de catégorie « super sans plomb » au lieu de « l'ordinaire sans plomb »;</p> <p>Les factures pour essence seront signées « DG Proulx »;</p> <p>Les membres porteront l'épinglette de l'APPQ lorsqu'ils seront au travail;</p> <p>Refus de remplir le registre des appels interurbains;</p> <p>Refus de compléter le rapport mensuel du kilométrage (443-036) lorsqu'un membre syndiqué utilise un véhicule départemental;</p> <p>Aucune participation aux sous-comités;</p> <p>Aucune réaction de rapports d'enquêtes via le rapport progressif;</p> <p>Autocollants « sans contrat depuis juillet 2002, APPQ » sont apposés dans les vitres et aires d'entrée de nos édifices;</p> <p>Échanges des véhicules entre les postes et districts;</p> <p>Mélange des cartes de crédits;</p> <p>Entretien minutieux et lavage quotidien des véhicules;</p> <p>Aucune utilisation des touches RITP dans les véhicules, toujours faire les demandes verbales au CGA;</p> <p>Boycotte des stagiaires en techniques policières sur les postes;</p> <p>Port du jeans pour les enquêteurs;</p> <p>Port d'un brassard de couleur noir avec inscription « contrat échu 2002-06-30 » avec le sigle de l'APPQ;</p> <p>Pose d'un fanion après l'antenne du véhicule de couleur blanc avec inscription « sans contrat de travail depuis juillet 2002 »;</p>	2005-02-02
2)	Les formules 518 et 519 ne seront pas complétées;		2005-02-02
3)	Les membres n'effectueront pas d'alimentation au système informatique;		2005-02-02
4)	Le préformat RER ne sera plus complété au début de chaque relève;		2005-02-02
5)			Du 2005-02-02 au 2005-09-27
6)			2005-02-02
7)			2005-02-02
8)			2005-02-02
9)			2005-02-02
10)			2005-02-02
11)			2005-02-07
12)			2005-02-08
13)			2005-02-10
14)			2005-02-10
15)			2005-02-10
16)			2005-02-10
17)			2005-02-11
18)			2005-03-09
19)			2005-03-09
20)			2005-03-09



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

ÉVALUATION DES COÛTS ENGENDRÉS PAR LES MOYENS DE PRESSION DES POLICIERS DE LA SQ EN VUE DU RENOUVELLEMENT DE LEUR CONVENTION COLLECTIVE, PAR RÉGION. FOURNIR LA LISTE LA PLUS EXHAUSTIVE DES MOYENS DE PRESSION RECENSÉS.  
TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

MOYENS DE PRESSION		DATE
21) Boycotte de toutes les rencontres de gestion;		2005-04-04
22) Boycotte de toutes les rencontres avec la direction qui ne traite pas de sujets strictement opérationnels;		2005-04-04
23) Il n'y a plus de signification des constats d'infraction. Ces derniers seront signifiés par la poste. Selon bulletin APPQ « ceci ne veut pas dire de ne pas donner de billets »;		Du 2005-04-04
24) Faire l'échange des radars avec les autres postes mais ils s'assurent que les diapasons suivent le radar;		au 2005-09-27
25) Installation de nouveaux collants dans les vitres arrières de chaque côté;		2005-04-04
26) Les patrouilleurs porteront des jeans;		2005-04-04
27) Les patrouilleurs porteront la chemise à manches courtes;		2005-05-02
28) Tous les membres répondront à l'expéditeur des messages intranet qu'ils reçoivent.		2005-05-02
29) Rapport d'événement remis à la fin de la série de quart de travail		2005-05-02
30) Destruction des reçus d'essence		2005-08-22
31) Boycott des tests physiques		2005-08-22
32) Remise des portables par les enquêteurs		2005-09-14
33) Envoi massif de télécopies dans certains bureaux (DG, relations de travail, commandants)		2005-09-20
34) Les moyens de pression ponctuels de ne pas émettre de constats d'infraction ont pris fin le 27 septembre 2005 ; toutefois, le mot d'ordre est d'utiliser leur pouvoir discrétionnaire au maximum.		2005-10-16
Coûts engendrés par les moyens de pression :		
• Utilisation du carburant «super sans plomb» et lavage d'autos : 357,7 k\$		
• Enlèvement des autocollants « sans contrat depuis juillet 2002, APPQ » au GQG : 1,1 k\$		
La non signification des constats d'infraction a débuté le 2005-04-04 et entraîne des coûts supplémentaires pour les municipalités et pour le gouvernement qui doivent encourir des frais de signification par la poste et des frais d'administration afférents à leur traitement et à leur suivi. De plus, il en résultera certainement un manque à gagner en regard des amendes et des frais à percevoir. Il est cependant difficile de fournir des évaluations monétaires fiables.		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LE NOMBRE DE FUGUES RAPPORTÉES ET SOLUTIONNÉES, PAR RÉGION, SUR LE TERRITOIRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ET CELUI DES CORPS DE POLICE  
MUNICIPAUX POUR LA PÉRIODE 2005-2006

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

DISTRICTS	DOSSIERS DE DISPARITIONS (INCLUANT LES FUGUES) POUR L'ANNÉE CIVILE 2005 DONT LA SÛRETÉ DU QUÉBEC EST RESPONSABLE		
	TOTAL DES DISPARITIONS	DISPARITIONS LOCALISÉES	DISPARITIONS NON LOCALISÉES
Bas-Saint-Laurent–Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	210	209	1
Saguenay–Lac-St-Jean	213	210	3
Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	255	249	6
Mauricie–Centre-du-Québec	562	557	5
Estrie	247	246	1
Montréal–Laval–Laurentides–Lanaudière	603	590	13
Outaouais	139	136	3
Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec	857	854	3
Côte-Nord	311	309	2
Montréal	583	581	2
TOTAL	3980	3941	39

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

COPIE DE TOUTE CORRESPONDANCE CONCERNANT LES ESCOUADES RÉGIONALES MIXTES POUR LA PÉRIODE 2005-2006

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Cette demande concerne des correspondances qui sont de nature opérationnelle ou administrative. Cependant, le facteur commun est que tout échange à l'intérieur de ces escouades, concerne des dossiers qui sont, soit sous enquêtes (Opérations spéciales) ou sous procédures à la Cour criminelle.  
À cet effet, nous considérons que les impacts liés à cette divulgation sont majeurs et concernent la sécurité des personnes impliquées, la préservation de preuves ou des restrictions liées à la Loi sur l'accès à l'information. Nous concluons ainsi que ces documents sont de nature confidentielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

VENTILATION DES BUDGETS ACCORDÉS POUR LUTTER CONTRE LE TERRORISME, DEPUIS 2001 ET PRÉVISIONS POUR 2006-2007

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Budgets 2005-2006 du Service de la lutte au terrorisme :	2 955,7 k\$
Prévisions 2006-2007 du Service de la lutte au terrorisme :	2 955,7 k\$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

MONTANTS ALLOUÉS À L'ORGANISATION DES JEUX MONDIAUX POLICIERS POMPIERS, AVEC POUR CHAQUE MONTANT : A) LE DESTINATAIRE DE LA SUBVENTION; B) LA DATE À LAQUELLE LA SUBVENTION EST ACCORDÉE; C) LE MONTANT POUR CHAQUE SUBVENTION; D) L'UTILISATION PRÉVUE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Réципиентаire	Date à laquelle la subvention est accordée	Montant	Utilisation prévue
Commission de la Capitale nationale du Québec pour les Jeux mondiaux policiers pompiers Québec 2005	Juin 2005	200 000 \$	Financement à l'organisation des Jeux mondiaux policiers pompiers.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**COPIE DES RÉOLUTIONS ENVOYÉES PAR DES CONSEILS MUNICIPAUX CONCERNANT LES SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC POUR LA PÉRIODE 2005-2006**

**TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec**

Voir documents annexés.

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL** de la séance ordinaire du conseil des maires de la Municipalité Régionale de Comté de Rimouski-Neigette, tenue le 13 avril 2005, à ses bureaux du 220 de la Cathédrale, à Rimouski.

**05-51 NOMINATION AU SEIN DE COMITÉS/COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE**

Il est proposé par Gilbert Pigeon, appuyé par Raymond Martin, et résolu à l'unanimité de nommer le préfet, Gilbert Fauvel, les maires Gaston Noël, Marcella Fournier et Michel Tremblay, ainsi que les conseillers de la ville de Rimouski, Gilbert Saint-Laurent, Gisèle Saint-Pierre et Marius Brisson membres du comité de sécurité publique de la MRC de Rimouski-Neigette.

COPIE CONFORME



Secrétaire-trésorière

(S) Gilbert Fauvel  
Préfet

(S) Louise Audet  
Secrétaire-trésorière



CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE L'AMIANTE

EXTRAIT du livre des délibérations de l'assemblée tenue le 13 avril 2005 à 19 heures 30.

**RÉSOLUTION NUMÉRO CM-2005-04-4453**

**AUTORISATION DE SIGNATURE DE « L'ENTENTE RELATIVE À LA FOURNITURE  
DE SERVICES DE POLICE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC » SUR LE TERRITOIRE  
DE LA MRC DE L'AMIANTE**

Attendu que le comité de Sécurité publique a étudié le texte de « l'entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC de L'Amiante ;

Attendu qu'il recommande l'adoption de cette entente ;

En conséquence, il est proposé par M. Jean-Marie Roy et résolu unanimement d'autoriser le préfet, M. Marcel Roy et M. Serge Nadeau, directeur général, à signer l'entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC de L'Amiante.

Adoptée

EXTRAIT certifié conforme à Thetford Mines  
ce 14 avril 2005

Serge Nadeau, secrétaire-trésorier et  
directeur général



7.A



MORIN  
HEIGHTS  
150



MORIN-HEIGHTS  
1855

567, chemin du Village  
Morin-Heights J0R 1-00  
Téléphone (450) 226-3232  
Télécopieur (450) 226-1715

municipalite@morinheights.com  
loisirs@morinheights.com  
urbanisme@morinheights.com

PROVINCE DE QUÉBEC  
COMTE D'ARGENTEUIL  
MRC DES PAYS D'EN HAUT

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL

De la session ordinaire du conseil municipal de Morin-Heights tenue à la salle communautaire, 567, chemin du Village, le mercredi, 13 avril 2005, à laquelle sont présents Mesdames les conseillères Rita O'Donoghue et Mona Wood ainsi que Messieurs les conseillers Timothy Watchorn, Owen LeGallee et Ernest Woods formant quorum sous la présidence de Monsieur le maire Michel Plante.

69-04-05 SERVICE POLICIER

Considérant que le Conseil a signifié au ministre son insatisfaction face aux services offerts par la Sûreté du Québec en adoptant sa résolution 07-01-05.

Considérant que le Conseil est d'avis que les citoyens de Morin-Heights ont droit à des services de qualité;

Considérant que la municipalité doit déboursier annuellement pour les services de la Sûreté du Québec, la somme de 466 989,00 \$, ce qui représente 11.26 % de son budget annuel;

Il est proposé par Monsieur le Conseiller Ernest Woods  
Et unanimement résolu :

Que ce Conseil invite le Conseil de la Ville de Sainte-Adèle à entamer des discussions visant l'extension de la juridiction de la Sûreté municipale de Sainte-Adèle au territoire de Morin-Heights.

Que ce Conseil enjoint les Municipalités desservies et insatisfaites de la Sûreté du Québec à étudier la possibilité de créer une régie intermunicipale de police avec la Ville de Sainte-Adèle.

Que copie de la présente soit transmise au Comité de sécurité publique de la MRC des Pays-d'en-Haut.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Donnée à Morin-Heights, ce 14<sup>ème</sup> jour d'avril 2005  
Sujet à l'approbation du procès-verbal

Le Directeur général

Yves Desmarais  
Secrétaire-trésorier



Gaspé  
Murdochville  
Grande-Vallée  
Petite-Vallée  
Cloridorme

## Municipalité Régionale de Comté La Côte-de-Gaspé

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION RÉGULIÈRE DE LA  
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LA CÔTE-DE-GASPÉ TENUE  
À LA SALLE DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ DE GRANDE-VALLÉE, LE  
MERCREDI 13 AVRIL 2005 À 20 H 07

RÉSOLUTION 05-75: ENTENTE RELATIVE À LA FOURNITURE DE  
SERVICES DE POLICE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LE TERRITOIRE  
DE LA MRC DE LA CÔTE-DE-GASPÉ

- CONSIDÉRANT QU' en vertu de l'article 70 de la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1), le territoire de toute municipalité locale doit relever de la compétence d'un corps de police;
- CONSIDÉRANT QUE la Sûreté du Québec, police nationale, concourt, sur l'ensemble du territoire québécois, au maintien de la paix et de l'ordre public, à la préservation de la vie, de la sécurité et des droits fondamentaux des personnes ainsi qu'à la protection de leurs biens;
- CONSIDÉRANT QU' en vertu de l'article 72 de la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1), une municipalité locale, qui ne fait par partie ni d'une communauté métropolitaine, ni d'une région métropolitaine de recensement et dont la population est de moins de 50 000 habitants, est desservie par la Sûreté du Québec, à moins qu'elle ait décidé, en application de l'article 353.1 d'être desservie par un corps de police municipal;
- CONSIDÉRANT QU' en vertu de l'article 76 de la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1), une entente est requise afin que la Sûreté du Québec desserve les municipalités locales situées sur le territoire de la MRC de La Côte-de-Gaspé;

CONSIDÉRANT QUE toutes les municipalités ont mandaté la MRC de La Côte-de-Gaspé pour discuter et signer en leur nom ladite entente de service.

IL EST PROPOSÉ par le conseiller de comté Noël-Marie Clavet

ET RÉSOLU à l'unanimité

QUE le préfet, Monsieur Arthur Drolet, et le directeur général, Monsieur Henri Preston, soient autorisés à signer l'entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC de La Côte-de-Gaspé;

QUE les membres du Conseil de la MRC donnent leur accord aux éléments de contenu dudit protocole à condition qu'il y soit mentionné que le poste d'accueil de Murdochville est maintenu.

Copie certifiée conforme

Ce 14 avril 2005

Par *Henri Preston*  
Henri Preston  
secrétaire-trésorier

**EXTRAIT DE PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL  
DE LA MRC DES BASQUES DU MERCREDI 20 AVRIL 2005**

À la séance régulière du conseil de la MRC des Basques tenue le mercredi 20 avril 2005 au 3 rue de l'Église, St-Médard, en présence de :

Mme Aliette April	mairesse de Saint-Clément
M. Régent Fillion	pro-maire de St-Éloi
Mme Jacinthe Veilleux	représente de la ville Trois-Pistoles
M. Jean-Noël Bolduc	maire de Saint-Guy
M. Jérôme Rouleau	maire de Saint-Simon
M. Rodrigue Soulard	maire de Saint-Jean-de-Dieu
Mme Lorraine L. Malenfant	mairesse de Sainte-Rita
M. Alcide D'Amours	maire de Sainte-Françoise
M. Norbert Rousseau	maire de Saint-Mathieu-de-Rieux
M. Gérard Beaulieu	maire de Notre-Dame-des-Neiges
M. Carol Gagnon	maire de Saint-Médard
M. André Leblond	préfet de la MRC des Basques
M. François Gosselin	secrétaire-trésorier

**LA RÉSOLUTION SUIVANTE A ÉTÉ ADOPTÉE**

**Entente de services Sûreté du Québec**

Considérant que le comité de Sécurité publique recommande de signer l'entente de services dans les prochaines semaines;

PAR CONSÉQUENT,  
Sur une proposition de M. Gérard Beaulieu  
Il est unanimement résolu

Que le conseil de la MRC des Basques accepte de signer l'entente telle que proposée et demande au ministre d'ajouter en annexe l'item suivant ou inclure cette résolution à l'entente :

D'ajouter en annexe : **"NÉGOCIATION DU SERVICE 12 HEURES VERSUS 9 HEURES**

La MRC des Basques désire discuter avec la Sûreté du Québec du principe de la relève de 12 heures versus 9 heures (comme la majorité des postes de la SQ) en fonction des ressources humaines et/ou financières."

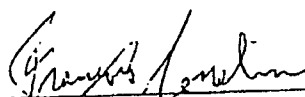
Il est également résolu de nommer Messieurs André Leblond préfet et François Gosselin, d.g./sec.-trés., signataires de l'entente.

ADOPTÉE

COPIE CONFORME

Trois-Pistoles,  
Le 16 mai 2005

*(Signature)*

  
François Gosselin, sec.-trés.  
MRC des Basques

N/B : Sous réserve de l'approbation du procès-verbal du 20 avril 2005 lors d'une séance subséquente.



## Municipalité Régionale de Comté de Bellechasse

Copie de la résolution no C.M. 111-05, adoptée par le Conseil de la M.R.C. de Bellechasse une séance régulière, tenue le 18 mai 2005.

**OBJET : RENOUVELLEMENT – ENTENTE S.Q.**

ATTENDU que le Plan d'organisation des ressources policières pour le territoire de la M.R.C. a été accepté par la résolution no C.M. 110-05.

**EN CONSÉQUENCE,**

Il est proposé par M. Jean Lemieux,  
appuyé par M. Fernand Fortier  
et résolu

que M. Charles-Eugène Blanchet, préfet, et M. Clément Fillion, directeur général, soient autorisés à signer, pour et au nom de la M.R.C. de Bellechasse l'entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la M.R.C. et d'une durée de 10 ans.

Adopté unanimement.

Copie certifiée conforme  
Donnée à Saint-Lazare, ce 24 mai 2005

Clément Fillion, directeur général  
Secrétaire-trésorier



## Municipalité Régionale de Comté de Bellechasse

Copie de la résolution no C.M. 110-05, adoptée par le Conseil de la M.R.C. de Bellechasse une séance régulière, tenue le 18 mai 2005.

**OBJET : PLAN D'ORGANISATION DES RESSOURCES POLICIÈRES**

ATTENDU que les membres du Conseil ont pris connaissance du Plan d'organisation des ressources policières ;

ATTENDU l'étude qu'en a fait le Comité de sécurité publique et la recommandation faite par ce Comité ;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par M. Marcel Blais,  
appuyé par M. Joseph Talbot  
et résolu

d'accepter le plan d'organisation des ressources policières présenté par la Sûreté du Québec, poste de la M.R.C. de Bellechasse.

Adopté unanimement.

Copie certifiée conforme  
Donnée à Saint-Lazare, ce 24 mai 2005

  
Clément Fillion, directeur général  
Secrétaire-trésorier



Extrait du procès-verbal  
de la session ordinaire  
du 8 juin 2005

Session ordinaire du Conseil municipal de la Municipalité régionale de comté du Haut-Richelieu tenue le huitième jour du mois de juin deux mille cinq, à dix-neuf heures trente (19h30), à l'endroit ordinaire des sessions, à laquelle sont présents son honneur le préfet suppléant, M. Charlemagne Vaillancourt, Saint-Alexandre, et les conseillers régionaux suivants:

Mme Lise Berry, Venise-en-Québec, Mme Ginette Bieri, Saint-Blaise-sur-Richelieu, MM. Patrick Bonvouloir, Sainte-Brigide-d'Iberville, Alain Déom, Mont-Saint-Grégoire, Yves Duteau, Lacolle, Serges Lafrance, Henryville, Yvon Landry, Saint-Valentin, Maurice Langlois, Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, Kenneth Miller, Saint-Georges-de-Clarenceville, Denis Rolland, Sainte-Anne-de-Sabrevois, Réal Ryan, Noyan, Michel Surprenant, Saint-Sébastien, et Mme Christiane Marcoux, membre du Conseil de la M.R.C. et ce, puisqu'elle a été désignée par la résolution 2719-12-02, adoptée par le conseil municipal de Saint-Jean-sur-Richelieu le 2 décembre 2002, pour remplacer le maire à titre de représentante de cette municipalité, le tout conformément à l'article 210.27 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. O-9).

Absence motivée : M. Gilles Dolbec, préfet et maire de Saint-Jean-sur-Richelieu.

Le Conseil siégeant avec quorum sous la présidence du préfet suppléant, M. Charlemagne Vaillancourt.

Également présente : Me Joane Saulnier, directeur général et secrétaire-trésorier.

Résolution 10182-05

Demande de rapports de la Sûreté du Québec

**CONSIDÉRANT QUE** lors de la réunion du comité de sécurité publique tenue le 18 mai 2005, le Capitaine André Péloquin déposait le nouveau rapport bimestriel de activités réalisées préparé à l'intention des membres du comité de sécurité publique de la M.R.C. du Haut-Richelieu;

**CONSIDÉRANT QUE** cette initiative vise à uniformiser les rapports bimestriels déposés à tous les comités de sécurité publique de la province;

**CONSIDÉRANT QU'**antérieurement, des rapports ont été exigés par les membres du comité de sécurité publique de la M.R.C. du Haut-Richelieu et ce, depuis le début des travaux du comité;

**CONSIDÉRANT QUE** certains rapports ne sont pas intégrés au nouveau rapport proposé;

**CONSIDÉRANT QUE** les membres du comité de sécurité publique de la M.R.C. du Haut-Richelieu doivent s'assurer du respect de l'entente signée entre le ministre de la Sécurité publique, la Sûreté du Québec et la M.R.C.;

**CONSIDÉRANT** l'insuffisance de rapports et statistiques permettant de s'assurer du respect de l'entente intervenue;

**EN CONSÉQUENCE;**

Sur proposition du conseiller régional M. Serges Lafrance,  
appuyée par le conseiller régional M. Yvon Landry,

**IL EST RÉSOLU:**

**QUE** le préambule de la présente en fasse partie intégrante;

**QUE** le Conseil de la M.R.C. du Haut-Richelieu demande aux autorités de la Sûreté du Québec de déposer un tableau des intervenants extérieurs : Premiers répondants, services d'incendie et services publics de même que la liste des effectifs en poste avec leur titre et les heures de travail réalisées et la liste des cours de formation pour chaque membre du personnel du poste de la Sûreté du Québec de Lacolle;

**QUE** ces documents fassent partie intégrante du rapport bimestriel proposé par la Sûreté du Québec.

ADOPTÉE

Signé: Charlemagne Vaillancourt, préfet suppléant

Signé: Joane Saulnier, directeur général et secrétaire-trésorier

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Le directeur général et secrétaire-trésorier,

Joane Saulnier  
M.R.C. du Haut-Richelieu

## MUNICIPALITÉ DE COMPTON

**Extrait du procès-verbal de la session spéciale du conseil municipal de la Municipalité de Compton, tenue le 16 juin 2005 à 20h00, à la salle de délibérations du conseil de l'Hôtel de Ville, 3 chemin de Hatley, Compton.**

**Vitesse des policiers de la MRC de Coaticook dans la zone villageoise de Compton**

1853-2005-06-16

Considérant la constatation maintes fois répétée du passage à des vitesses très grandes des policiers de la Sûreté du Québec desservant le territoire de la MRC de Coaticook à l'intérieur du périmètre villageois de la municipalité de Compton;

Considérant que cette façon de faire représente un danger réel pour les personnes qui se retrouvent sur les lieux alors qu'elles ne peuvent, de manière normale, s'attendre à la survenance de véhicules automobiles à pareilles vitesses;

Considérant qu'il apparaît déraisonnable d'exposer la population à des dangers graves même au moment où la santé d'autres personnes peut se trouver en cause;

Considérant que le conseil croit de son devoir de signaler la présente situation aux autorités de la Sûreté du Québec afin que des directives claires soient données aux patrouilleurs de la Sûreté afin qu'ils adoptent une façon de faire prenant davantage en compte la sécurité de l'ensemble des citoyens;

**SUR PROPOSITION DE monsieur le conseiller Denis Beaudoin  
APPUYÉ PAR par monsieur le conseiller Robert Paré**

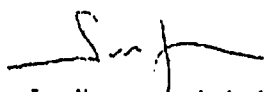
### IL EST RÉSOLU

- que la municipalité transmette à la direction de la Sûreté du Québec le constat qu'elle fait de la situation relative au passage, dans le périmètre villageois de Compton, de véhicules patrouilles à des vitesses qui paraissent excessives même dans les circonstances où la vie d'autres personnes peut être en danger;
- qu'elle demande à la Sûreté du Québec d'établir et transmettre à ses patrouilleurs des directives claires en regard du passage des voitures patrouilles dans le périmètre villageois de la municipalité et que la municipalité soit avisée de la teneur de ces directives.

Poste	Nom	Vote
Maire	Fernand Veilleux	Aucun (art. 161 C.M.)
District 01	Vacant	Vacant
District 02	Monique Clément	Absente
District 03	Jean-Noël Groleau	Absent
District 04	Jacques Blain	Pour
District 05	Robert Paré	Pour
District 06	Denis Beaudoin	Pour
Vote aucun : 1 Pour: 3 Contre : 0 Absent: 2 Vacant : 1		

**ADOPTÉE**

Copie certifiée conforme ce 20 juin 2005



Le directeur général et secrétaire-trésorier  
Serge Caron



**PROVINCE DE QUÉBEC  
MRC DE MINGANIE**

Extrait du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil de la MRC de Minganie, tenue le 21 juin 2005 à 13 h 35, à la mairie de la Municipalité de Rivière-Saint-Jean.

**SONT PRÉSENTS :**

MM. Julien Boudreau :	préfet, maire de Havre-Saint-Pierre;
Jean-Luc Burgess :	préfet suppléant, maire de Longue-Pointe-de-Mingan;
Rénald Lapierre :	conseiller de comté, maire de Rivière-au-Tonnerre;
Michel Beaudin :	conseiller de comté, maire de Rivière-Saint-Jean;
Réal Jomphe :	conseiller de comté, conseiller de Havre-Saint-Pierre;
Johnny Deraps :	conseiller de comté, maire d'Aguanish;
Jean-Marie Tanguay :	conseiller de comté, maire de Baie-Johan-Beetz;
Jacques Landry :	conseiller de comté, maire de Natashquan;
Denis Malouin :	conseiller de comté, maire de L'Île-d'Anticosti.

Formant quorum sous la présidence de monsieur Julien Boudreau.

**SONT ÉGALEMENT PRÉSENTS :**

M <sup>mes</sup> Sara Richard :	directrice générale et secrétaire-trésorière;
Isabelle Richard :	secrétaire-trésorière adjointe;
M. Amaury LeBoyer :	aménagiste.

**Résolution n°169-05  
Sûreté du Québec**

**A) Entente avec la Sûreté du Québec**

Attendu qu'en vertu de l'article 70 de la *Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1)*, le territoire de toute municipalité locale doit relever de la compétence d'un corps de police;

Attendu que la Sûreté du Québec, police nationale, concourt, sur l'ensemble du territoire québécois, au maintien de la paix et de l'ordre public, à la préservation de la vie, de la sécurité et des droits fondamentaux des personnes ainsi qu'à la protection de leurs biens. La Sûreté du Québec soutient aussi la communauté policière, coordonne des opérations policières d'envergure, contribue à l'intégrité des institutions étatiques et assure la sécurité des réseaux de transport qui relèvent du Québec;

Attendu qu'en vertu de l'article 72 de la *Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1)*, une municipalité locale, qui ne fait partie ni d'une communauté métropolitaine, ni d'une région métropolitaine de recensement et dont la population est de moins de 50 000 habitants, est desservie par la Sûreté du Québec, à moins qu'elle ait décidé en application avec l'article 353.1 d'être desservie par un corps de police municipal;

Attendu qu'un telle municipalité locale dont la population passera le seuil du 50 000 habitants sera tenue d'assujettir son territoire à la compétence d'un corps de police municipal à moins que cette situation ne résulte d'un regroupement municipal;

Attendu qu'une telle municipalité locale issue d'un regroupement municipal comprenant une population de 50 000 habitants ou plus pourra être autorisée par le ministre de la Sécurité publique, aux conditions qu'il détermine, à être desservie par la Sûreté du Québec;


Attendu qu'en vertu de l'article 77 de la *Loi sur la police* (L.R.Q., c. P-13.1), le coût des services de police fournis par la Sûreté du Québec est établi suivant les règles de calcul et les tarifs prévus au *Règlement* approuvé par le gouvernement et qu'il est à la charge des municipalités locales concernées;

Attendu qu'en vertu de l'article 76 de la *Loi sur la police* (L.R.Q., c. P-13.1), une entente est requise afin que la Sûreté du Québec desserve les municipalités locales et le ou les territoires non organisés de la MRC de Minganie;

En conséquence, il est proposé par le conseiller de comté, monsieur Réal Jomphe, appuyé par le conseiller de comté, monsieur Jean-Marie Tanguay et résolu unanimement :

- Que le préambule de la présente résolution soit inclus à celle-ci comme s'il était ici tout au long reproduit;
- D'autoriser le préfet de la MRC de Minganie, monsieur Julien Boudreau, à signer l'entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC de Minganie en date de juin 2005;
- D'autoriser le préfet de la MRC de Minganie, monsieur Julien Boudreau, à signer le plan d'organisation des ressources policières de la Sûreté du Québec pour la MRC de Minganie.

Copie certifiée conforme, à Havre-Saint-Pierre, le 25 juillet 2005.

  
Sara Richard  
Secrétaire-trésorière

## MRC DE LA CÔTE-DE-BEAUPRÉ

Copie de résolution du procès-verbal de la session ordinaire du Conseil de la Municipalité régionale de comté de La Côte-de-Beaupré, tenue le mercredi 6 juillet 2005, à 20 h, au lieu habituel.

**Sont présents:**

M. Henri Cloutier, préfet, maire de Beaupré  
 Mme Huguette Chevalier, mairesse de Sainte-Anne-de-Beaupré  
 M. Jean-Guy Cloutier, maire de Château-Richer  
 M. Gaston Gagnon, maire de Saint-Joachim  
 M. Yves Germain, maire de municipalité de Boischatel  
 Mme Anne-Marie Guilbault, mairesse de Saint-Tite-des-Caps  
 M. Pierre Lefrançois, maire de L'Ange-Gardien  
 M. Germain Tremblay, maire de Saint-Ferréol-les-Neiges

**Est absent :**

M. Jacques Roberge, représentant de Saint-Louis-de-Gonzague-du-Cap-Tourmente

Les membres présents forment le quorum.

**Résolution n° 2005-07-159: Modification du plan d'organisation policière / Prémisses à la signature de l'entente de fourniture de services par la Sûreté du Québec**

Attendu la résolution n° 2003-03-45, intitulée « *Entente S.Q. / Respect de la répartition des effectifs policiers et civiles au poste de la M.R.C.* », adoptée le 5 mars 2003 par le Conseil de la M.R.C. de La Côte-de-Beaupré, par laquelle il est demandé que l'entente à intervenir avec la Sûreté du Québec inclut « ... une disposition ayant pour effet de garantir aux M.R.C. le maintien de la répartition des effectifs policiers et civiles lors de congé de maladie, de retrait préventif, de vacances ou de toute autre absence prolongée. »;

Attendu le projet de Plan d'organisation des ressources policières pour la M.R.C. de La Côte-de-Beaupré mis à jour par la Sûreté du Québec, le 1<sup>er</sup> juin 2004;

Attendu la résolution n° 2004-05-80, intitulée « *Modification du Plan d'organisation des ressources policières* », adoptée le 5 mai 2004 par le Conseil de la M.R.C. de La Côte-de-Beaupré, demandant que soit modifié ce plan afin d'y intégrer les éléments suivants :

- « 1. le maintien du poste d'adjoint au secteur « patrouille-gendarmerie », comme il se trouve dans l'entente actuelle;
2. le nombre d'effectifs passe de 31 à 32 policiers et ce nombre est le minimum à respecter en tout temps pour la durée de la nouvelle entente;
3. l'augmentation de la population permanente et de villégiature nécessite un ajustement des effectifs, à raison de 1 policier par tranche de 700 habitants. »

Considérant que les éléments soulevés dans les attentes ci-haut constituent le préalable à toute négociation à la signature d'une entente;

...2/

- 2 -

Attendu que les statistiques démontrent qu'il y a augmentation :

- du nombre d'appels (116%);
- du nombre d'accidents sur la route 138 (boul. Sainte-Anne), malgré les 50M\$ qui y ont été investis ces dernières années;
- de la criminalité;
- du nombre de méfait (6%).

Attendu que depuis plusieurs années le nombre d'effectifs n'est pas atteint puisque les congés et les maladies ne sont pas remplacés;

Attendu que, par surcroît, les frais exigés n'ont cessé d'augmenter dû à l'évaluation foncière et, conséquemment, l'augmentation de la population accroît les demandes de services;

Considérant que la Sûreté du Québec ne peut répondre à cette demande, en maintenant le même nombre d'effectifs;

Attendu que si la situation se maintient, la MRC devra mettre en place un système parallèle par l'engagement d'un service de sécurité qui répondra à ses attentes non atteintes par la Sûreté du Québec;

En conséquence;

Il est proposé par Jean-Guy Cloutier et unanimement résolu que la M.R.C. de La Côte-de-Beaupré demande au ministre de la Sécurité publique d'intégrer dans l'entente les éléments identifiés à ses résolutions n° 2003-03-45 et 2004-05-80 afin qu'elle puisse procéder à la signature de celle-ci et éviter d'avoir recours à l'engagement d'une agence de sécurité.

Une copie de la présente résolution est également transmise :

- à la ministre des Affaires municipales et des Régions;
- aux députés de Charlevoix et de Montmorency;
- aux présidents de l'U.M.Q. et de la F.Q.M.

Copie certifiée conforme à l'original conservé aux archives de la MRC de La Côte-de-Beaupré.

Donnée ce 14<sup>e</sup> jour du mois de juillet 2005.



Henri Cloutier, préfet



LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DES MASKOUTAINS

EXTRAIT DE LA SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DES MASKOUTAINS, TENUE AU SIÈGE SOCIAL SITUÉ AU 805, AVENUE DU PALAIS, À SAINT-HYACINTHE, LE MERCREDI 13 JUILLET 2005, À 20H06.

Résolution numéro 05-07-189

MRC LA JACQUES-CARTIER – SÛRETÉ DU QUÉBEC : COÛTS RELIÉS À LA GESTION DES CONSTATS D'INFRACTION – RÉSOLUTION N° 05-105-0 – APPUI

CONSIDÉRANT que les impacts des moyens de pression des agents de la Sûreté du Québec qui ne signifient plus les constats d'infraction depuis la mi-avril engendrent des frais imprévus à la Cour municipale de Saint-Hyacinthe;

CONSIDÉRANT que les municipalités considèrent qu'elles ne reçoivent pas l'entièreté des services offerts par la Sûreté du Québec pour lesquels elles défraient des sommes considérables et des proportions importantes de leur budget global;

CONSIDÉRANT que la MRC désire manifester sa déception envers la diminution des services offerts par la Sûreté du Québec étant donné que les constats d'infraction ne sont pas signifiés et que ce fardeau et cette responsabilité sont imposés à la MRC et aux municipalités qui ont d'autres choix que de payer pour ladite signification;

En conséquence, sur la proposition de M. le conseiller Yves Petit,  
Appuyée par M. le conseiller Jean-René Blanchard,  
IL EST RÉSOLU

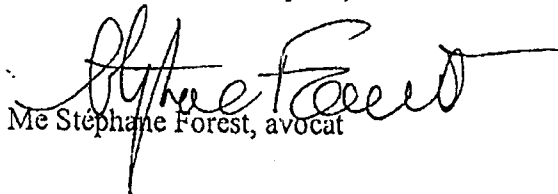
QUE le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution;

QUE la MRC des Maskoutains demande à la ville de Saint-Hyacinthe de compiler les frais additionnels occasionnés par l'arrêt de la signification des constats d'infraction en vue de faire un bilan et une facture en 2005 et que cette facture soit transmise au ministère de la Sécurité publique.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES VOIX ET DE LA POPULATION / PARTIE 1 DU BUDGET

Donné et vidimé à Saint-Hyacinthe, le vingt-cinquième jour du mois de juillet 2005.

Le directeur général adjoint,

  
Me Stéphane Forest, avocat





COPIE DE RÉSOLUTION

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE FORT-COULONGE

À une session régulière, tenue le 3<sup>ième</sup> jour du mois d'août 2005 et à laquelle sont présents et formant quorum :

Son Honneur le Maire Monsieur RAYMOND DUROCHER,

Et les Conseillers / Conseillères suivants :

Mesdames: FRANCINE LAPORTE, NATHALIE SOUCIE  
et Messieurs : GILLES BEAULIEU, BENOIT PARÉ, PATRICK D. ROMAIN et  
JACQUES MASSEAU.

Monsieur KEN ROSE, Directeur Général est aussi présent.

**CONSIDÉRANT QUE** la Sûreté du Québec étudie présentement la possibilité de mettre en place un système intégré de radiocommunications policières (SIRP) qui lui permettrait de réduire de onze à deux le nombre de centres d'appels qui sont actuellement répartis dans les différentes régions du Québec;

**CONSIDÉRANT QUE** par la même occasion, la Sûreté du Québec en profiterait pour abolir 363 postes de proposé aux télécommunications;

**CONSIDÉRANT QUE** ce scénario priverait les régions de services de proximité de première importance et de retombées économiques considérables.

**POUR CES MOTIFS :**

Il est proposé par Monsieur le Conseiller JACQUES MASSEAU  
Et résolu à l'unanimité

**QUE** le Conseil Municipal du Village de Fort-Coulonge informe les autorités de son profond désaccord avec le scénario envisagé par la Sûreté du Québec.

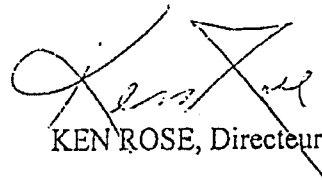
.../2

(suite)

QUE le Conseil Municipal du Village de Fort-Coulonge s'oppose à la fermeture des onze (11) Centres de gestion des appels et d'Unités de gestion des appels et centraliser les opérations dans deux (2) centres d'appels.

Adopté.

Copie certifiée conforme  
Fort-Coulonge, Qc  
ce 11<sup>ième</sup> jour d'août 2005.

  
KEN ROSE, Directeur Général



**MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE ROUVILLE**

**EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS**

**RÉUNION DU COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE**

**TENUE LE 31 AOÛT 2005**

**À LA MRC DE ROUVILLE**

**Membres votants :** Mme Susie Duhois, maire de Rougemont, MM. Yvon Boucher, maire de Saint-Césaire, Martial Gousy, maire de Saint-Paul-d'Abbotsford, Rosaire Houle, préfet et maire d'Ange-Gardien, Michel Marchand, maire de Marieville, et Michel Picotte, maire de Sainte-Angèle-de-Monnoir.

**Membre non votant :** M. Gilles Belval, lieutenant et directeur du poste de la Sûreté du Québec de la MRC de Rouville.

**Invité :** M. Daniel Boucher, commandant du district de la Montérégie de la Sûreté du Québec

Les membres présents du Comité de sécurité publique forment le quorum sous la présidence du préfet, M. Rosaire Houle, alors que le secrétaire-trésorier de la MRC de Rouville, M. Rosaire Marcil, agit à titre de secrétaire de la présente réunion du comité.

**Résolution CSP05-08-151**

**Convention collective des agents de la Sûreté du Québec, demande d'un règlement dans le meilleur délai**

**Considérant** que les agents de la Sûreté du Québec négocient présentement avec le gouvernement du Québec le renouvellement de leur convention collective;

**Considérant**, dans le cadre de ces négociations, que les agents de la Sûreté du Québec, en l'absence d'un droit de grève, exercent depuis près d'un an des moyens de pression, tels le port d'une tenue vestimentaire non conforme ou inhabituelle, l'arrêt de la signification des constats d'infraction, la réduction des constats émis, etc.;

**Considérant** que l'exercice par les agents de la Sûreté du Québec de tels moyens de pression génère une dégradation inacceptable des conditions de sécurité du public, notamment des problèmes de vitesse excessive sur l'ensemble du réseau routier municipal, ainsi que des impacts financiers importants pour les cours municipales en terme de pertes de revenus et de dépenses additionnelles pour la signification des constats d'infractions;

**En conséquence**, il est proposé par M. Martial Gousy, appuyé par M. Michel Marchand et résolu de requérir du gouvernement du Québec et du ministre de la Sécurité publique, M. Jacques Dupuis, un règlement dans le meilleur délai dans le dossier du renouvellement de la convention collective des agents de la Sûreté du Québec;

il également résolu de transmettre cette résolution au commandant du district de la Montérégie de la Sûreté du Québec et, pour appui, aux municipalités de la MRC desservies par la SQ, à toutes les MRC du Québec, à la Fédération québécoise des municipalités et à l'Union des municipalités du Québec.

**Adoptée**

Le texte de la présente résolution pourrait être modifié lors de l'adoption du procès-verbal.

Copie certifiée conforme  
ce 6 octobre 2005

Rosaire Marcil  
Secrétaire-trésorier et  
Directeur général



PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-PAULE

6 septembre 2005

**RÉSOLUTION # 05-09.187**

*La résolution suivante a été adoptée par le Conseil municipal de Sainte-Paule, le 6 septembre 2005, lors de la session régulière tenue à la salle du conseil du centre communautaire à 19h 30 et à laquelle étaient présents messieurs les conseillers, Gérard Tremblay, Adrien Pelletier, Alfred D'Amours et Victor Sirois, tous formant quorum sous la présidence de monsieur le maire Yvan Côté.*

**Vitesse dans le village**

CONSIDÉRANT QU'au cours de l'été, les résidents du village ont constaté une augmentation exagérée de la vitesse des véhicules dans le village;

CONSIDÉRANT QUE l'absence remarquée des policiers, due à leurs moyens de pression, coïncide étrangement avec cette augmentation de la vitesse;

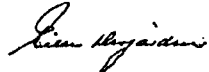
IL EST PROPOSÉ par le conseiller Adrien Pelletier et résolu à l'unanimité des conseillers;

QUE le Conseil municipal demande au ministre de la sécurité publique de prendre les moyens nécessaires afin que les policiers, pour lesquels nous payons, accomplissent leur travail dans le respect de leur fonction pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

QUE copie de la présente soit transmise à la députée du comté, madame Nancy Charest et à monsieur Germain Roussel, responsable du poste de la Sûreté du Québec de la MRC de Matane.

**ADOPTÉE**

*Copie conforme  
8 septembre 2005.*



Gilles Desjardins, g.m.a.  
directeur général/  
secrétaire-trésorier.

Extrait des minutes d'une session régulière du conseil de la Municipalité Régionale de Comté de L'Islet, tenue au bureau de la MRC à Saint-Jean-Port-Joli, lundi le 12 septembre 2005 à 19 h 30, heure avancée de l'Est.

Étaient présents :

Mme	Réjeanne Godbout	Saint-Omer
MM.	Sylvain Gagnon	Sainte-Félicité
	Luc Caron	Saint-Cyrille
	Daniel Saint-Pierre	Saint-Aubert
	André Drapeau	Saint-Roch-des-Aulnaies
	Maurice Pelletier	Sainte-Perpétue
	Raymond Caron	Tourville
	Denys Bélanger	Sainte-Louise
	Réal Laverdière	Saint-Pamphile
	Jean-Pierre Dubé	Saint-Jean-Port-Joli
	Jacques Bélanger	Saint-Damase
	Clément Bernier	Saint-Marcel
	René Laverdière	Saint-Adalbert
	Jacques Bernier	L'Islet

formant quorum et siégeant sous la présidence du préfet, monsieur Réal Laverdière.

#### COUR MUNICIPALE

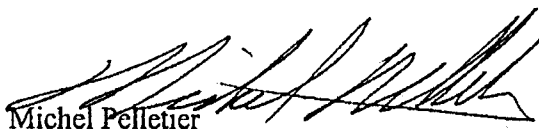
5065-09-05

<b>CONSIDÉRANT QUE</b>	la MRC de L'Islet a renouvelé l'entente avec le ministère de la Sécurité publique pour la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC de L'Islet;
<b>CONSIDÉRANT QUE</b>	dans cette entente, il est prévu que la Sûreté du Québec doit voir, entre autres, à l'organisation, à la fourniture et à l'administration des services de police, notamment la prestation de services basée sur le modèle de police de proximité;
<b>CONSIDÉRANT QUE</b>	suite aux moyens de pression mis de l'avant par les agents de la Sûreté du Québec dans le cadre du renouvellement de leur convention collective, ces services ne sont plus assurés de façon adéquate, dont l'émission de constats d'infraction par rapport au <i>Code de la sécurité routière</i> ;
<b>CONSIDÉRANT QUE</b>	les comités de la sécurité publique et de la cour municipale de la MRC de L'Islet déplorent cet état de situation;
<b>EN CONSÉQUENCE,</b>	il est proposé par monsieur André Drapeau, appuyé par monsieur René Laverdière et résolu à l'unanimité :

- que la MRC de L'Islet dénonce les moyens de pression mis de l'avant par les agents de la Sûreté du Québec et que l'on demande aux autorités politiques de mettre fin le plus rapidement à ces moyens de pression;
- que l'on transmette cette résolution au ministre de la Sécurité publique du Québec, à la ministre des Affaires municipales et des Régions, au commandant de la Sûreté du Québec et au président du syndicat de la Sûreté du Québec.

Vraie copie certifiée conforme,  
donnée à Saint-Jean-Port-Joli,  
le 15 septembre 2005.

Le secrétaire-trésorier,

  
Michel Pelletier



## EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL du 12 septembre 2005

À une séance générale du conseil municipal de la Ville de Lavaltrie, tenue le lundi, 12 septembre 2005, à 19 h 30, en la salle de délibération du conseil située au 1370, rue Notre-Dame à Lavaltrie, et à laquelle séance sont présents les membres du conseil suivants : monsieur le Maire, Pierre Marois, messieurs les conseillers, Jean-Yves Pelletier, Rénald Bédard, Vianney Charette, Georges Bonin, David Morin, Denis Moreau et madame la conseillère Jocelyne Vaillancourt.

### Fourniture de services de police – demande à la MRC de D'Autray

ATTENDU que la MRC de D'Autray a conclu, en date du 27 novembre 1998, une entente avec le ministre de la Sécurité publique et la Sûreté du Québec ayant pour objet l'organisation, la fourniture et l'administration, par la Sûreté du Québec, des services de police sur le territoire de la dite MRC ;

ATTENDU que le territoire de la Ville de Lavaltrie a, par le biais d'une délégation de compétence, été incluse dans le territoire visé par la dite entente ;

ATTENDU que, par le biais de cette entente, la Sûreté du Québec s'est engagée, notamment, à fournir les services adéquats requis par la Loi sur la police et à faire respecter différentes réglementations municipales ;

ATTENDU que tant la population lavaltrioise que le conseil municipal de la Ville de Lavaltrie constatent que la Sûreté du Québec n'a pas respecté et ne respecte pas présentement les engagements mentionnés à la dite entente ;

ATTENDU que de nombreuses plaintes et pétitions qui confirment cette situation sont régulièrement acheminées à la Sûreté du Québec ;

ATTENDU que malgré les efforts déployés par la Sûreté du Québec, la situation décrite précédemment persiste sur le territoire de la Ville de Lavaltrie ;

ATTENDU qu'il en résulte un sentiment général d'insécurité pour une partie importante de la population lavaltrioise ;

ATTENDU que l'entente signée en date du 27 novembre 1998 avait une durée de cinq (5) ans et pouvait être renouvelée automatiquement, pour des périodes successives de même durée soit cinq (5) ans ;

ATTENDU que ce renouvellement automatique est cependant soumis aux deux conditions suivantes :

- a) aucune des parties n'a informé, par courrier recommandé, l'autre partie de son intention d'y mettre fin. Le cas échéant, cet avis doit être donné au moins douze mois avant l'expiration du terme initial ou de toute période de renouvellement ;
- b) les municipalités ayant délégué leur compétence à la MRC de signer la dite entente aient renouvelé cette délégation pour toute période de renouvellement.

ATTENDU que les articles 78 et suivants de la Loi sur la police précisent les obligations et responsabilités du comité de sécurité publique en regard de la mise en application de l'entente mentionnée précédemment ;

ATTENDU que le conseil municipal est forcé de constater que le comité de sécurité publique, mis en place par la MRC de D'Autray, ne rencontre pas les obligations et n'assume pas les responsabilités mentionnées aux dits articles 78 et suivants de la Loi sur la police ;

ATTENDU que le conseil municipal entend considérer l'ensemble des moyens à sa disposition pour remédier à la situation actuelle et faire en sorte que sa population bénéficie d'un service adéquat de police ;

EN CONSÉQUENCE ;

Il est proposé par monsieur David Morin  
Appuyé par monsieur Denis Moreau

Que demande soit faite à la MRC de D'Autray :

- d'assumer les obligations qu'elle a, de par la compétence qui lui a été déléguée relativement à la fourniture de services de police, contractée envers la population lavaltoise ;
- de prendre, dans les meilleurs délais, les mesures lui permettant de s'assurer que la Sûreté du Québec respecte, tel que stipulé à l'article 4 de l'entente, son engagement de fourniture des services adéquats requis par la Loi sur la police;

Que demande soit également faite à la MRC de D'Autray de nous indiquer de quelle manière elle entend répondre à cette demande légitime de la population lavaltoise et de son conseil municipal ;

Que copie de la présente soit transmise au ministre de la Sécurité publique, monsieur Jacques P. Dupuis, au commandant du district MLLL, monsieur Jacques Beaupré, au chef du bureau de surveillance du territoire du district MLLL, monsieur Yves Gaudreault et au chef de poste de la Sûreté du Québec - MRC de D'Autray, monsieur Mario DiGirolamo.

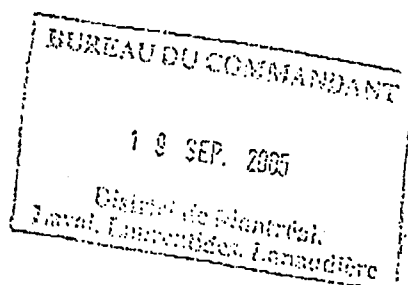
Suite à la tenue du vote sur cette proposition cette dernière est adoptée à l'unanimité des membres présents.

Vraie copie conforme

Donnée à la Ville de Lavaltrie, ce 13e jour de septembre deux mille cinq.

  
Madeleine Barbeau, greffière

2005-09-32



Ville de  
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot



# SERVICES ADMINISTRATIFS & GREFFE

Téléphone : (514) 453-4128  
Télécopieur : (514) 453-8961  
Courriel : info@ndlp.org  
Web : www.ndlp.org

Extrait des délibérations d'une séance régulière du Conseil de la Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, tenue le mardi 13 septembre 2005, à 19h30, au Carrefour Notre-Dame, 1300, boulevard Don-Quichotte, Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, Québec, sous la présidence de monsieur le Maire, Michel Tartre.

## DEMANDE DE SURVEILLANCE ACCRUE À LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

Considérant les plaintes de plus en plus nombreuses de la part des citoyens de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, au sujet du manque de sécurité sur le territoire et du fait que la présence policière a diminuée depuis que la Sûreté du Québec assure la protection du territoire;

Considérant les vols, le vandalisme et autres méfaits observés, particulièrement dans les parcs de la ville et les chantiers de construction;

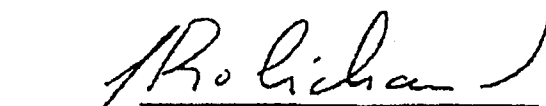
Considérant l'inquiétude que cette situation suscite parmi la population;

Malgré les nombreuses rencontres tenues entre les autorités municipales et la Sûreté du Québec sur ces sujets;

Il est proposé par le conseiller, Daniel Lauzon, appuyé par le conseiller, Jacques Montesano et résolu de demander, de nouveau, une plus grande présence policière de la Sûreté du Québec sur le territoire de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot en regard, plus particulièrement, de la sécurité dans les parcs, les chantiers de construction et de la circulation routière;

Qu'une copie de cette résolution soit envoyée à M. Yvon Marcoux, ministre de la Justice, M. Jacques Dupuis, ministre de la Sécurité publique, à la direction de la Sûreté du Québec, à la MRC de Vaudreuil-Soulanges et aux municipalités de la MRC.

## RÉSOLUTION : 2005-09-219

  
Me Jacques Robichaud, greffier  
/vc

  
Michel Tartre, maire

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

21 rue de l'Église, Notre-Dame-de-l'Île-Perrot (Québec) J1V 8P4

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE  
DE COMTÉ DE KAMOURASKA

Résolution 222-CM2005

*EXTRAIT CONFORME* du procès-verbal de la session régulière du conseil des maires de la Municipalité régionale de Comté de Kamouraska, dûment convoquée et tenue au 425, avenue Patry, Ville de Saint-Pascal, en date du 14 septembre 2005 à 19h30, à laquelle séance étaient présents :

SON HONNEUR LE PRÉFET, MONSIEUR JEAN-GUY CHAREST,

Les mairesses et maires :

Monsieur Denis Boucher, maire de Mont-Carmel;  
Monsieur Gilles Bois, maire de Saint-Bruno;  
Madame Cécile Joseph, maire de Ville de Saint-Pascal;  
Madame Rose-Mélène Bouffard, maire de Ste-Mélène;  
Monsieur Sylvain Roy, maire de Saint-Joseph;  
Monsieur Jean-Simon Bélanger, maire de Saint-Alexandre;  
Monsieur Richard Lapointe, maire de Saint-André;  
Monsieur Bernard Roy, maire de Saint-Germain;  
Monsieur Jean Desjardins, maire de Saint-Denis;  
Monsieur René Dufour, maire de Saint-Philippe-de-Mérid;  
Monsieur Roger Richard, maire de Rivière-Ouelle;  
Monsieur Gervais Lévesque, maire de Saint-Pacôme;  
Monsieur Guy Caouette, maire de Saint-Gabriel-Lalemant;  
Madame Ghislaine Milliard Lavoie, maire de Saint-Onésime d'Ixworth;  
Monsieur André Théberge, maire de Ville de La Pocatière;  
Monsieur Marcel Bélanger, maire de Sainte-Anne-de-la-Pocatière;

Tous membres du conseil des maires de la MRC de Kamouraska et formant quorum. Étaient aussi présents messieurs Guy Lavoie, directeur général et secrétaire-trésorier et Yvan Migneault, aménagiste et directeur général adjoint de la MRC de Kamouraska.

222-CM2005 Visibilité de la Sûreté du Québec

- Attendu que la MRC de Kamouraska a signé une entente à long terme de dix (10) ans pour les services de la Sûreté du Québec sur son territoire;
- Attendu que les municipalités défraient, annuellement, une somme importante du budget sur son territoire, (plus de un million de dollars), afin d'obtenir des services de la Sûreté du Québec, auxquels ils ont droit selon l'entente intervenue entre le ministère de la Sécurité publique et la MRC de Kamouraska;
- Attendu que depuis plusieurs mois, les policiers de la Sûreté du Québec sont en négociations et exercent des moyens de pression dont notamment celui de ne plus signifier les constats d'infraction en lien avec le code de sécurité routière aux contrevenants;

Résolution 222-CM2005

Attendu que ce moyen de pression occasionne des coûts supplémentaires importants dans la gestion des constats, autant pour la Cour municipale que pour les municipalités, en plus d'engendrer un surplus de travail pour le traitement de ces derniers;

Attendu que le conseil des maires, réuni en assemblée régulière, ont déploré toutes les formes de pression employées par les policiers et font le bilan que le service s'est détérioré et ne reçoivent plus les prestations qu'ils sont en droit de recevoir selon l'entente de service qui les lie;

EN CONSÉQUENCE,

*Il est proposé par monsieur Gilles Bois,  
appuyé par monsieur Roger Richard  
-et résolu*

QUE le préambule fasse partie de la présente résolution;

QUE la MRC de Kamouraska demande à la Fédération québécoise des Municipalités de faire des représentations auprès de la haute direction de la Sûreté du Québec, du ministère de la Justice, du Conseil du Trésor et du Gouvernement du Québec afin de régler les négociations avec la Sûreté du Québec et de prendre toutes les mesures nécessaires pour que la situation revienne à la normale;

QUE les municipalités de la MRC de Kamouraska pourraient retenir leurs cotisations si la situation perdure indéfiniment; et


QU'une copie conforme de la présente résolution soit aussi acheminée au bureau de la Sûreté du Québec à Rimouski et à celui de Saint-Pascal, au ministère de la Justice ainsi qu'au député de Kamouraska-Témiscouata, monsieur Claude Béchard.

**Adoptée à l'unanimité**

(Signé) Jean-Guy Charest, préfet

(Signé) Guy Lavoie, directeur général

CERTIFIÉE VRAIE COPIE CONFORME

  
Guy Lavoie, directeur général  
Saint-Pascal, le 27 septembre 2005





651, boul. St-Laurent Est  
Louiseville (Québec) J5V 1J1

Tél. : 819.228.9461

Télec. : 819.228.2193

Courriel : mrcinfo@mrc-maskinonge.qc.ca

## COPIE DE RÉSOLUTION

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil de la MRC de Maskinongé,  
tenue à Louiseville, le mercredi 14 septembre 2005, à 20 heures.

### SÛRETÉ DU QUÉBEC

Objet : Moyens de pression / Tarification des services de la  
Sûreté du Québec N/D : 1-5-5

Considérant que depuis plusieurs mois, les policiers de la Sûreté du Québec sont en négociations pour le renouvellement de leur contrat de travail, et exercent des moyens de pression;

Considérant qu'un des premiers moyens de pression retenu consistait à ne plus remettre ou signifier les contrats d'infraction aux contrevenants immédiatement après la perpétration de l'infraction, ce qui occasionne des coûts importants pour les municipalités;

Considérant que maintenant, les policiers de la Sûreté du Québec émettent de moins en moins des constats d'infraction;

Considérant que de tels moyens de pression ont des répercussions sur la sécurité publique, et l'économie, de l'ensemble des municipalités de la MRC de Maskinongé;

Considérant que les municipalités de la MRC de Maskinongé défraient annuellement une somme importante, afin d'obtenir des services de la Sûreté du Québec;

Considérant que la MRC de Maskinongé désire manifester sa déception envers la diminution des services offerts par les policiers de la Sûreté du Québec, et déplore la lenteur des négociations entre le gouvernement du Québec et les policiers de la Sûreté du Québec;

### POUR CES MOTIFS :

286/09/05

Proposition de Jocelyne Elliott Leblanc, mairesse de Louiseville,  
appuyée par Kathya Paquin, mairesse de Saint-Justin:

De demander au ministre de la Sécurité publique, monsieur Jacques Dupuis, d'intervenir pour régler le conflit avec les policiers de la Sûreté du Québec, afin d'arriver à un règlement, et ce, dans les plus brefs délais possibles, afin que les municipalités du territoire bénéficient des services pour lesquels une entente est intervenue avec le gouvernement du Québec;

D'autre part, le conseil de la MRC de Maskinongé appuie la Fédération Québécoise des Municipalités (FQM) dans ses démarches entreprises, auprès du ministre de la Sécurité publique, afin que le mode de facturation pour les services de la Sûreté du Québec soit plafonné selon l'IPC, sans excéder 2 % annuellement;

Que le conseil de la MRC de Maskinongé appuie également la FQM dans la mise sur pied d'un *Conseil permanent sur les services policiers*, afin de faciliter l'arrimage entre les autorités de la Sûreté du Québec et les élus municipaux.

Proposition adoptée à l'unanimité

c. c. : Municipalités locales  
Fédération québécoise des municipalités (FQM)

/S/ Jean-Paul Diamond, *préfet*

/S/ Janyse L. Pichette, *secrétaire-trésorière*

EXTRAIT POUR COPIE CONFORME LE 23 SEPTEMBRE 2005

COPIE CONFORME

*Une richesse infinie de trésors naturels*

Janyse L. Pichette  
SECRÉTAIRE TRÉSORIÈRE  
ET DIRECTRICE GÉNÉRALE

63

**COMITÉ DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DE LA MRC DES PAYS-D'EN-HAUT**  
**RÉUNION DU 19 SEPTEMBRE 2005 (13:30 heures)**  
Bureaux de la MRC des Pays-d'en-Haut  
(1014, Valiquette, Sainte-Adèle)

**EXTRAIT DE RÉSOLUTION NO CSP 86-2005**

**Présences**

M. André Genest, maire  
Président  
M. André Charbonneau, maire  
M. Maurice Leclair, maire  
M. Michel Plante, maire  
Mme Danielle Pilon, conseillère  
M. Charles Garnier, préfet  
Me Yvan Genest, directeur général  
Mme Catherine Legault

Wentworth-Nord

Sainte-Marguerite-Estérel  
Lac-des-Seize-Iles  
Morin-Heights  
Saint-Adolphe-d'Howard  
MRC des Pays-d'en-Haut  
MRC des Pays-d'en-Haut  
secrétaire d'assemblée

M. Patrick Després, lieutenant  
M. Denis Bolduc, coordonnateur

Directeur de poste, Sûreté du Québec  
Service autoroutier, Sûreté du Québec

---

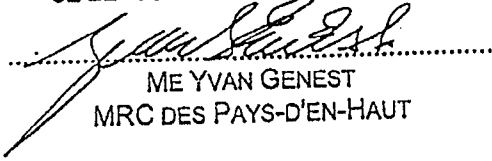
**FRAIS ENCOURUS PAR LA MRC SUITE AUX MOYENS DE PRESSION DES POLICIERS DE  
LA SÛRETÉ DU QUÉBEC : CONSTATS NON SIGNIFIÉS**

IL EST PROPOSÉ par Michel Plante, maire de Morin-Heights et UNANIMEMENT  
RÉSOLU :

1. QUE les municipalités faisant partie du comité de sécurité publique de la MRC des Pays-d'en-Haut déposent à la MRC le même montant représentant le manque à gagner par les frais encourus par les moyens de pression entrepris par les policiers de la Sûreté du Québec, poste de la MRC des Pays-d'en-Haut.
2. QUE copie de la présente résolution soit envoyée aux municipalités concernées, à la SQ, poste de la MRC des Pays-d'en-Haut ainsi qu'à l'inspecteur-chef Jacques Beaupré, commandant du district.

ADOPTÉE

COPIE CONFORME CERTIFIÉE  
CE 22<sup>E</sup> JOUR DE SEPTEMBRE 2005

  
ME YVAN GENEST  
MRC DES PAYS-D'EN-HAUT

Sujet à l'approbation du comité lors de la prochaine réunion

---

**COMITÉ DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DE LA MRC DES PAYS-D'EN-HAUT**

# 990 DZ

402-2005-09

**PROCLAMER LA SEMAINE DU 16 AU 24 OCTOBRE - SEMAINE DE LA RÉDUCTION DES DÉCHETS.**

CONSIDÉRANT QUE le Réseau des ressources du Québec, en partenariat avec la société d'État RECYC-QUÉBEC, la SAQ, la Société Alcoa Canada et d'autres collaborateurs, s'est mobilisé afin de célébrer la Semaine québécoise de réduction des déchets ;

EN CONSÉQUENCE

IL EST PROPOSÉ PAR

Serge Drolet

APPUYÉ PAR

Gilles Moreau

ET RÉSOLU UNANIMEMENT

QUE le Conseil de la VILLE DE CHIBOUGAMAU décrète la Semaine québécoise de réduction des déchets, du 16 au 24 octobre 2005, et invite la population à être à l'écoute des intervenants afin qu'elle soit sensibiliser à la réduction des déchets.

Dossier administratif (MAIRIE)

ADOPTÉE

**DÉPÔT DES COMMISSIONS ET COMITÉS****COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME (C.C.U.)**

Dépôt du compte rendu du COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME (C.C.U.) du 31 août 2005.

**COMMISSION DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL (S.S.T.)**

Dépôt du rapport "Intervention de conformité et prise en charge" de la Mutuelle de prévention du 25 août 2005.

403-2005-09

*Ville de  
Chibougamau*

**AUTORISER LE MAIRE ET LE DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT À LA PLANIFICATION À SIGNER L'ENTENTE RELATIVE À LA FOURNITURE DE SERVICES DE POLICE, PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ DE LA BAIE-JAMES, LA VILLE DE CHAIPAIS ET LA VILLE DE CHIBOUGAMAU.**

*Adoptée le 2005-09-26*

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 70 de *Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1)*, le territoire de toute municipalité locale doit relever de la compétence d'un corps de police ;

CONSIDÉRANT QUE la Sûreté du Québec, police nationale, concourt, sur l'ensemble du territoire québécois, au maintien de la paix et de l'ordre public, à la préservation de la vie, de la sécurité et des droits fondamentaux des personnes ainsi qu'à la protection de leurs biens. La Sûreté du Québec soutient aussi la communauté policière, coordonne des opérations policières d'envergure, contribue à l'intégrité des institutions étatiques et assure la sécurité des réseaux de transport qui relèvent du Québec ;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 72 de la *Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1)*, une municipalité locale, qui ne fait partie ni d'une communauté métropolitaine, ni d'une région métropolitaine de recensement et dont la population est de moins de 50 000 habitants, est desservie par la Sûreté du Québec, à moins qu'elle ait décidé, en application de l'article 353.1 d'être desservie par un corps de police municipale;

*Infos reçues de  
Florent Boivin du  
Bureau Commandant  
DZ le 2005-10-17*

64

64

**CONSIDÉRANT QU'**une telle municipalité locale dont la population passera le seuil de 50 000 habitants sera tenue d'assujettir son territoire à la compétence d'un corps de police municipale à moins que cette situation ne résulte d'un regroupement municipal;

**CONSIDÉRANT QU'**une telle municipalité locale issue d'un regroupement municipal comprenant une population de 50 000 habitants ou plus pourra être autorisée par le ministre de la Sécurité publique, aux conditions qu'il détermine, à être desservie par la Sûreté du Québec;

**CONSIDÉRANT QU'**en vertu de l'article 71 de la *Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1)*, une municipalité locale faisant partie d'une communauté métropolitaine ou d'une région métropolitaine de recensement peut obtenir une autorisation du ministre de la Sécurité publique à l'effet d'être desservie par la Sûreté du Québec selon les conditions qu'il détermine;

**CONSIDÉRANT QU'**en vertu de l'article 77 de la *Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1)*, le coût des services de police fournis par la Sûreté du Québec est établi suivant les règles de calcul et les tarifs prévus au Règlement approuvé par le gouvernement et qu'il est à la charge de la ou des municipalités locales concernées;

**CONSIDÉRANT QU'**en vertu de l'article 76 de la *Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1)*, une entente est requise afin que la Sûreté du Québec desserve la Municipalité de la Baie-James, la Ville de Chapais et la Ville de Chibougamau;

**CONSIDÉRANT QUE** la présente entente doit être approuvée par le ministre des Affaires municipales, des Loisirs et du Sport en conformité de l'article 29.3 de la *Loi sur les cités et villes* ;

EN CONSÉQUENCE

IL EST PROPOSÉ PAR

Gilles Moreau

APPUYÉ PAR

Marielle Boudreau

ET RÉSOLU UNANIMEMENT

D'autoriser le maire, Monsieur Donald Bubar ou le maire suppléant, Monsieur Gilles Moreau, le directeur général-adjoint à la planification, Monsieur Gérald Fournier, à signer l'entente relative à la fourniture de services de police, par la Sûreté du Québec, sur le territoire de la Municipalité de la Baie-James, la Ville de Chapais et la Ville de Chibougamau.

**ENTENTE RELATIVE À LA FOURNITURE DE SERVICES DE POLICE, PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ DE LA BAIE-JAMES, LA VILLE DE CHAPAIS ET LA VILLE DE CHIBOUGAMAU**

ENTRE LA MUNICIPALITÉ DE LA BAIE-JAMES représentée par Monsieur Gérald Lemoyne, maire et Monsieur Benoit Ross, directeur général dûment autorisés aux fins des présentes.

Ci-après appelée «la Municipalité»

ET LA VILLE DE CHAPAIS représentée par Monsieur Jacques Bérubé, maire et Monsieur Daniel Dufour, directeur général dûment autorisés aux fins des présentes.

Ci-après appelée «la Ville»

ET LA VILLE DE CHIBOUGAMAU représentée par Monsieur Donald Bubar, maire et Monsieur Gérald Fournier, directeur général adjoint dûment autorisés aux fins des présentes.

Ci-après appelé «la Ville»

ET LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, INTERVENANTE, représentée par Monsieur Michel Boudreault, inspecteur-chef, commandant du district 02, dûment autorisé aux fins des présentes.



## MRC DE DEUX-MONTAGNES

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE DEUX-MONTAGNES

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE ORDINAIRE DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE DEUX-MONTAGNES TENUE LE 28 septembre 2005, À LA SALLE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA MRC DE DEUX-MONTAGNES, SITUÉE AU 400, BOULEVARD DE DEUX-MONTAGNES À DEUX-MONTAGNES.

Étaient présents à l'assemblée régulière

M. Pierre-Benoît Forget, Conseiller  
M. Jacques Séguin, Conseiller  
M. Denis Lavigne, Conseiller  
M. Yvan Patry, préfet

Lesquels FORMENT QUORUM sous la présidence de M. Claude Carignan, Préfet-suppléant

Mme Nicole Loiselle, Directrice générale est présente.

Mme Lucie Leblanc et M. Alain Guindon ont motivé leur absence.

ADVENANT 20h00 M, le Préfet suppléant Claude Carignan déclare l'assemblée ouverte.

### ENTENTE DE POLICE AVEC LA SQ

RÉSOLUTION: 2005-203

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 72 de la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1) une municipalité locale qui ne fait ni partie d'une communauté métropolitaine, ni d'une région métropolitaine de recensement et dont la population est moins de 50 000 habitants, doit être desservie par la Sûreté du Québec, à moins qu'elle ait décidé, en application de l'article 353.1 d'être desservie par un corps de police municipal;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 71 de la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1) une municipalité locale faisant partie d'une communauté métropolitaine ou d'une région métropolitaine de recensement peut obtenir une autorisation du ministre de la Sécurité publique à l'effet d'être desservie par la Sûreté du Québec selon les conditions qu'il détermine;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 76 de la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1), une entente est requise afin que la Sûreté du Québec desserve les municipalités de Saint-Placide et Oka;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu pour la MRC de Deux-Montagnes de négocier, en vertu de la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1), une entente avec le ministre de la Sécurité publique, aux fins d'assurer l'organisation, la fourniture et l'administration des services de police sur le territoire des municipalités d'Oka et de Saint-Placide;

En CONSÉQUENCE de quoi il est PROPOSÉ par M. Jacques Séguin APPUYÉ par M. Pierre-Benoît Forget et RESOLU ce qui suit :

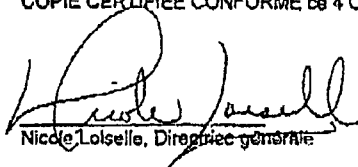
QUE le conseil de la MRC de Deux-Montagnes autorise la conclusion d'une entente d'une durée minimale de dix ans avec le ministre de la Sécurité publique portant sur la desserte policière des municipalités d'Oka et de Saint-Placide (le tout conformément aux dispositions de la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1) et aux dispositions inscrites au document intitulé « Entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC »;

QUE le préfet M. Yvan Patry et la directrice générale Mme Nicole Loiselle soit autorisés à signer ladite entente pour et au nom de la MRC de Deux-Montagnes et des municipalités d'Oka et de Saint-Placide.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Je certifie que le texte ci-haut est une copie authentique d'une résolution adoptée par le Conseil, sujette à l'approbation du procès-verbal de ladite séance.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME ce 4 OCTOBRE 2005

  
Nicole Loiselle, Directrice générale



## MRC DE DEUX-MONTAGNES

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE DEUX-MONTAGNES

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE ORDINAIRE DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE DEUX-MONTAGNES TENUE LE 28 septembre 2005, À LA SALLE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA MRC DE DEUX-MONTAGNES, SITUÉE AU 400, BOULEVARD DE DEUX-MONTAGNES À DEUX-MONTAGNES.

Étaient présents à l'assemblée régulière

M. Pierre-Benoît Forget, Conseiller  
M. Jacques Séguin, Conseiller  
M. Denis Lavigne, Conseiller  
M. Yvan Patry, préfet

Lesquels FORMENT QUORUM sous la présidence de M. Claude Carignan, Préfet-suppléant

Mme Nicole Loiseleur, Directrice générale est présente.

Mme Lucie Leblanc et M. Alain Guindon ont motivé leur absence.

ADVENANT 20h00 M, le Préfet suppléant Claude Carignan déclare l'assemblée ouverte.

### PLAN D'ORGANISATION DES RESSOURCES POLICIERES-SQ

RÉSOLUTION: 2005-204

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 76 de la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1), une entente est requise afin que la Sûreté du Québec desserve les municipalités de Saint-Placide et Oka;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu pour la MRC de Deux-Montagnes de négocier, en vertu de la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1), une entente avec le ministre de la Sécurité publique, aux fins d'assurer l'organisation, la fourniture et l'administration des services de police sur le territoire des municipalités d'Oka et de Saint-Placide;

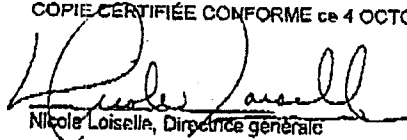
En CONSÉQUENCE de quoi il est PROPOSÉ par M. Jacques Séguin APPLUYÉ par M. Pierre-Benoît Forget et RÉSOLU ce qui suit :

QUE le conseil de la MRC approuve le contenu du plan d'organisation des ressources policières proposé par la Sûreté du Québec lequel détermine, sur la base des caractéristiques et des problématiques régionales et locales des municipalités d'Oka et de Saint-Placide, les modalités relatives à la prestation et à l'évaluation de la desserte policière.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Je certifie que le texte ci-haut est une copie authentique d'une résolution adoptée par le Conseil, sujette à l'approbation du procès-verbal de ladite séance.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME ce 4 OCTOBRE 2005

  
Nicole Loiseleur, Directrice générale



## MRC DE DEUX-MONTAGNES

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE DEUX-MONTAGNES

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE ORDINAIRE DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE DEUX-MONTAGNES TENUE LE 28 septembre 2005, À LA SALLE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA MRC DE DEUX-MONTAGNES, SITUÉE AU 400, BOULEVARD DE DEUX-MONTAGNES À DEUX-MONTAGNES.

Étaient présents à l'assemblée régulière

M. Pierre-Benoît Forget, Conseiller  
M. Jacques Séguin, Conseiller  
M. Denis Lavigne, Conseiller  
M. Yvan Patry, préfet

Lesquels FORMENT QUORUM sous la présidence de M. Claude Carignan, Préfet-suppléant

Mme Nicole Loiselle, Directrice générale est présente.

Mme Lucie Leblanc et M. Alain Guindon ont motivé leur absence.

ADVÉNANT 20h00 M. le Préfet suppléant Claude Carignan déclare l'assemblée ouverte.

### FORMATION DU COMITÉ DE SÉCURITÉ

RÉSOLUTION: 2005-205

CONSIDÉRANT que la MRC de Deux-Montagnes entend conclure une entente d'une durée de dix ans avec le ministre de la Sécurité publique en vertu de la Loi sur la Police, par laquelle les services policiers sur le territoire des municipalités d'Oka et de Saint-Fiacre seront assurés par la Sûreté du Québec;

CONSIDÉRANT que la mise en application d'une telle entente doit être assurée par un comité de sécurité publique composé d'au moins quatre élus;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de pourvoir à la désignation des quatre membres pour agir comme représentants municipaux au comité de sécurité publique;

En CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par M. Pierre-Benoît Forget APPUYÉ par M. Claude Carignan et RÉSOLU ce qui suit :

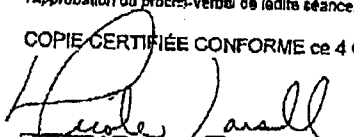
QUE le comité de sécurité publique chargé du suivi de l'entente de police soit composé des personnes suivantes :

- M. Yvan Patry
- M. Denis Lavigne,
- M. Alain Guindon,
- M. Jacques Séguin.

### ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Je certifie que le texte ci-haut est une copie authentique d'une résolution adoptée par le Conseil, sujette à l'approbation du procès-verbal de l'édite séance.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME ce 4 OCTOBRE 2005

  
Nicole Loiselle, Directrice générale





Municipalité Régionale  
de Comté de D'Autray

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL DE LA  
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE D'AUTRAY, tenue le 5 octobre 2005.

SONT PRÉSENTS :

- M. François Benjamin, maire de la Municipalité de Mandeville et préfet de la MRC;
- M. Maurice Désy, maire de la Municipalité de la Visitation-de-l'Île-Dupas;
- M. André Villeneuve, maire de la Municipalité de Lanoraie; il quitte la séance à 20 h;
- M. Michel Beaudet, maire de la Municipalité de Saint-Barthélemy;
- M. Denis Gamelin, maire de la Municipalité de Saint-Cléophas-de-Brandon;
- M. Bruno Vadnais, maire de la Municipalité de Saint-Cuthbert;
- M. Claude Archambault, maire de la Municipalité de Saint-Didace;
- M. Roch Desrosiers, maire de la Municipalité de Saint-Gabriel-de-Brandon;
- M. Serge Giroux, maire de la Municipalité de Saint-Ignace-de-Loyola;
- M. André Dauphin, maire de la Municipalité de Saint-Norbert;
- M. Jean-Eudes Poirier, maire de la Municipalité de Sainte-Élisabeth;
- M. Richard Giroux, maire de la Municipalité de Sainte-Geneviève-de-Berthier;
- M. Yvon Poirier, maire de la Ville de Berthierville;
- M. Pierre Marois, maire de Ville de Lavaltrie;
- M. Gaston Durand, maire de Ville Saint-Gabriel;
- M. Sylvain Gagnon, représentant de la Municipalité de Mandeville.

Lesquels forment quorum sous la présidence de M. François Benjamin, préfet. Est aussi présente à cette session, Mme Danielle Joyal, secrétaire-trésorière et directrice générale.

MOYENS DE PRESSION DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC : IMPACT SUR LES REVENUS DE  
LA COUR MUNICIPALE

CONSIDÉRANT que la MRC de D'Autray a conclu une entente avec le procureur général du Québec permettant à la cour municipale de la MRC de traiter les constats d'infraction émis par la Sûreté du Québec sur les routes numérotées;

CONSIDÉRANT que cette entente devrait permettre à la cour municipale de rentabiliser ses opérations grâce aux frais de cour;

CONSIDÉRANT que suite aux moyens de pression des agents de la Sûreté du Québec, le volume des constats d'infraction a été considérablement réduit;

CONSIDÉRANT que ces mesures ont un impact négatif sur les revenus de la cour et obligera la MRC à imposer une quote-part spéciale pour palier à ce manque à gagner;

CONSIDÉRANT que par ailleurs l'ordre et la paix publique passent par l'application des lois et règlements par les agents de la Sûreté du Québec et nécessitent que ces derniers interviennent notamment par l'émission de constats d'infraction;

../2

2.

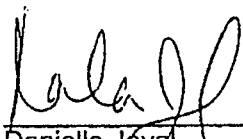
**Résolution n° 2005-10-319**

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par M. André Villeneuve, appuyé par M. Bruno Vadnais :

1. de dénoncer les moyens de pression pris par les agents de la Sûreté du Québec et ayant pour conséquence une réduction significative des constats d'infraction;
2. de réclamer au gouvernement du Québec le remboursement de la quote-part que devra imposer la MRC aux municipalités locales pour palier au manque à gagner occasionné par cette réduction;
3. de transmettre copie de cette résolution aux autorités concernées et aux MRC du Québec pour appui.

Le préfet demande le vote. La résolution est adoptée à l'unanimité.

COPIE CONFORME  
CE 17 novembre 2005.



Danielle Joyal  
Secrétaire trésorière et directrice générale

(Sujet à ratification lors de la prochaine session)

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DU COMITÉ ADMINISTRATIF  
DE LA MRC DES BASQUES DU 9 NOVEMBRE 2005**

À la séance du comité administratif de la MRC des Basques tenue le 9 novembre 2005 à 13 h 00 à la salle Les Razades, au 400 rue Jean Rioux, Trois-Pistoles, en présence de :

M<sup>me</sup> Aliette April  
M. Jean-Pierre Rioux  
M. André Leblond  
M. François Gosselin

maire de St-Clément  
maire de Trois-Pistoles  
préfet de la MRC des Basques  
secrétaire-trésorier

Absent:

M. Jérôme Rouleau

maire de St-Simon

**LA RÉOLUTION SUIVANTE A ÉTÉ ADOPTÉE**

**Convention collective des agents de la Sûreté du Québec, demande d'un règlement dans le meilleur délai**

Considérant que les agents de la Sûreté du Québec négocient présentement avec le gouvernement du Québec le renouvellement de leur convention collective ;

Considérant dans le cadre de ces négociations, que les agents de la Sûreté du Québec, en l'absence d'un droit de grève, exercent depuis près d'un an des moyens de pression, tels le port d'une tenue vestimentaire non conforme ou inhabituelle, l'arrêt de la signification des constats d'infraction, la réduction des constats émis, etc. ;

Considérant que l'exercice par les agents de la Sûreté du Québec de tels moyens de pression génère une dégradation inacceptable des conditions de sécurité du public, notamment des problèmes de vitesse excessive sur l'ensemble du réseau routier municipal, ainsi que des impacts financiers importants pour les cours municipales en terme de pertes de revenus et de dépenses additionnelles pour la signification des constats d'infraction ;

Par conséquent,

Sur une proposition de M. Jean-Pierre Rioux,

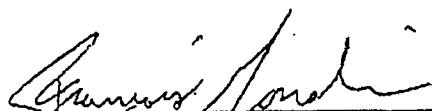
Il est unanimement résolu de requérir du gouvernement du Québec et du ministre de la Sécurité publique, M. Jacques Dupuis, un règlement dans le meilleur délai dans le dossier du renouvellement de la convention collective des agents de la Sûreté du Québec ;

Il est également résolu de transmettre cette résolution au commandant du district du Bas-Saint-Laurent de la Sûreté du Québec, à la Fédération québécoise des municipalités et à l'Union des municipalités du Québec.

ADOPTÉE

COPIE CONFORME

Trois-Pistoles,  
Le 16 novembre 2005

  
François Gosselin, d.-g./sec.-très.  
MRC des Basques

N/B : Sous réserve de l'approbation du procès-verbal du 9 novembre 2005 lors d'une séance subséquente.

**MUNICIPALITÉ DE  
SAINT-HUBERT-DE-RIVIÈRE-DU-LOUP**

**EXTRAIT CONFORME** du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Municipalité de Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup, tenue lundi, le 14 novembre 2005 à 20 h 00.

Sont présents :      Monsieur      Jacques M. Martin, maire  
                         Mesdames      Nathalie Dionne, conseillère  
                                              Mélanie Leblond, conseillère  
                         Messieurs      Félicien Beaulieu, conseiller  
                                              Napoléon Lévesque, conseiller  
                                              Alain St-Amand, conseiller  
                                              Guy St-Pierre, conseiller

Tous formant quorum sous la présidence de monsieur le maire.

Madame Sylvie Samson, directrice générale est également présente.

**RÉSOLUTION NUMÉRO  
05-11-294**

**PARTAGE DES VOTES À LA MRC, SUBVENTION POUR LA VOIRIE ET MODE DE CALCUL  
POUR LA CONTRIBUTION RELATIVE AU SERVICE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC**

**CONSIDÉRANT QUE** le partage des votes au Conseil des maires de la MRC de Rivière-du-Loup et dans d'autres MRC est très injuste puisque le maire de la ville détient pratiquement la majorité des votes dans tous les domaines;

**CONSIDÉRANT QU'** il serait plus équitable pour l'ensemble des municipalités faisant partie de la MRC de Rivière-du-Loup que le vote soit réparti selon la population, soit un vote par municipalité de 3 000 habitants et moins et un vote pour chaque tranche de 3 000 habitants additionnels;

**CONSIDÉRANT QUE** de ce cette façon, le maire de la ville de Rivière-du-Loup ne serait pas seul ou presque à diriger la MRC, puisqu'il faudrait au moins trois (3) autres municipalités en appui avec lui pour les décisions du conseil des maires;

**CONSIDÉRANT QUE** depuis 1994, la subvention reliée à la voirie n'a pas été augmentée, ni indexée et qu'à cette époque, le gouvernement avait demandé aux municipalités de facturer 0,14 \$ / 100 \$ d'évaluation pour l'entretien desdits chemins;

**CONSIDÉRANT QUE** depuis 1994, nos chemins se sont beaucoup détériorés et qu'il nous est impossible de les entretenir de façon convenable par manque de budget;

**CONSIDÉRANT QUE** le coût relié au Service de la Sûreté du Québec pour notre municipalité a augmenté de façon considérable depuis l'instauration de cette nouvelle obligation et qu'aujourd'hui, cette facture est de l'ordre de 100 000 \$;

**CONSIDÉRANT QU'** il serait opportun de modifier le mode de calcul pour ce service afin d'éviter des hausses considérables ainsi que des montants trop élevés;

**EN CONSÉQUENCE,**

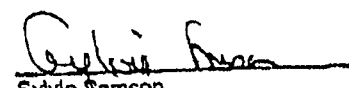
Il est proposé par M. Félicien Beaulieu  
appuyé par M. Napoléon Lévesque  
et unanimement résolu

Que la Municipalité de Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup adresse une demande à la Fédération Québécoise des Municipalités (FQM) afin que celle-ci entreprenne des démarches auprès du gouvernement du Québec afin :

1. Que soit modifié le partage des votes à la MRC de Rivière-du-Loup;
2. Que soit modifié le calcul des contributions à la Sûreté du Québec pour que ce soit plus équitable et moins onéreux pour les petites municipalités;
3. Que soit augmentée la subvention reliée à la voirie puisqu'elle n'a pas été augmentée, ni indexée depuis 1994

**Adoptée à l'unanimité des conseillers**

Copie conforme certifiée,  
Ce 17<sup>e</sup> jour du mois de novembre 2005  
(sous réserve de l'approbation du procès-verbal)

  
Sylvie Samson,  
Directrice générale

74

**COMITÉ DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DE LA MRC DES PAYS-D'EN-HAUT**  
**RÉUNION DU 21 NOVEMBRE 2005 (13:30 heures)**  
Hôtel de ville de Saint-Sauveur  
(2125, Jean-Adam, Saint-Sauveur)

**EXTRAIT DE RÉSOLUTION NO CSP 91-2005**

**Présences**

M. Charles Garnier, préfet  
Mme JoAnne Fandrich, mairesse  
M. Michel Plante, maire  
M. Robert Gauthier, conseiller  
M. Michel Lagacé, maire  
M. André Charbonneau, maire  
M. André Genest, maire  
Me Yvan Genest, dir. gén.  
Mme Catherine Legault, sec.  
  
M. Patrick Després, lieutenant-chef  
M. Jean-Luc Régimbald, chef-adjoint

MRC des Pays-d'en-Haut  
Lac-des-Selze-Iles  
Morin-Heights  
Saint-Adolphe-d'Howard  
Saint-Sauveur  
Sainte-Marguerite - Estérel  
Wentworth-Nord  
MRC des Pays-d'en-Haut  
MRC des Pays-d'en-Haut  
  
Sûreté du Québec  
Sûreté du Québec

---

**LES SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC**

ATTENDU QUE la Sûreté du Québec dessert les municipalités de Lac-des-Selze-Iles, Morin-Heights, Saint-Adolphe-d'Howard, Sainte-Marguerite - Estérel, Wentworth-Nord et la ville de Saint-Sauveur ;

ATTENDU QUE les municipalités de Morin-Heights, Saint-Adolphe-d'Howard et Saint-Sauveur ont aboli leur propre service policier et accepté la desserte par la Sûreté du Québec du détachement de la MRC des Pays-d'en-Haut suite à des promesses de service de proximité de qualité ;

ATTENDU QU'en vertu de la Loi sur la police, chapitre P-13.1, le service policier ayant compétence sur le territoire doit assurer un service de niveau 1, tel que défini à l'annexe G de ladite loi et qui inclut notamment la patrouille adéquate du territoire desservi ;

ATTENDU QUE les citoyens de ces municipalités ne cessent de réclamer une meilleure présence du service policier sur leur territoire afin d'assurer le respect du Code de la Sécurité routière ;

ATTENDU QUE le nombre de crimes contre la propriété a augmenté de 23% entre l'année 2002 et l'année 2004 ;

ATTENDU QUE le nombre de crimes contre la personne a augmenté de 31% entre l'année 2002 et l'année 2004 ;

ATTENDU QUE face à pareille situation, les membres du comité de sécurité publique (CSP) de la MRC des Pays-d'en-Haut n'ont d'autre choix que de constater l'échec de la Sûreté du Québec quant à son projet de police de proximité ;

**COMITÉ DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DE LA MRC DES PAYS-D'EN-HAUT**

ATTENDU QUE les policiers de la Sûreté du Québec n'ont émis en septembre 2005 que 15 constats d'infraction en matière de sécurité routière comparativement à 189 constats à la même époque en 2004 ;

ATTENDU QUE les nombreux changements de directeur de poste de la Sûreté du Québec de la MRC des Pays-d'en-Haut, le quatrième en autant d'années, ne peuvent qu'avoir eu un effet démobilisateur parmi les policiers du susdit poste ;

ATTENDU QUE les municipalités de la MRC des Pays-d'en-Haut doivent déboursier annuellement plusieurs millions de dollars pour les services de la Sûreté du Québec, ce qui représente pour la plupart d'entre elles, plus de 11% de leur budget annuel et que leur facture pour l'année 2006 augmentera encore de près de 12% en moyenne ;

ATTENDU QUE l'établissement des coûts facturés pour la Sûreté du Québec sur la base de la richesse foncière demeure injuste tant et aussi longtemps que les effectifs et les services de police ne sont pas ajustés de la même façon ;

ATTENDU QUE la Sûreté du Québec du détachement de la MRC des Pays-d'en-Haut n'a pas été en mesure de garantir ces services car près de 80% de ses effectifs sont affectés à la ville de Saint-Sauveur ;

ATTENDU QUE la vocation récréo-touristique de la MRC des Pays-d'en-Haut se caractérise par l'importance exceptionnelle de sa population de villégiateurs qui vient presque doubler la population permanente de son territoire sans compter l'affluence touristique ( $\pm 10\,000$  par fin de semaine), principalement due à la présence des équipements récréo-touristiques d'importance tels :

- Vallée de Saint-Sauveur : 2 centres de ski (Mont Saint-Sauveur, Mont Habitant), plus de 60 restaurants, hôtels, 10 bars, glissades d'eau et piscine à vagues, etc... ;
- Morin-Heights : 1 centre de ski (Ski Morin-Heights) : moyenne de 2000 skieurs par jour la fin de semaine, réseau de ski de fond d'environ  $\pm 700$  visiteurs/skieurs par jour la fin de semaine en hiver alors qu'en été le centre de plein air acro-nature est visité par près de 250 utilisateurs/visiteurs par jour ;
- Saint-Adolphe-d'Howard, Wentworth-Nord, Lac-des-Seize-Îles, Sainte-Marquerite - Estérel : 1 centre de ski (Mont-Avalanche), 1 hôtel (Hôtel L'Estérel), nombreuses pistes de motoneige et de véhicules tout terrain (VTT), festivals des couleurs, etc. ;

ATTENDU QUE mise à part la signature en 1998 d'une entente relative aux services policiers entre le ministère de la Sécurité publique et la Sûreté du Québec et les municipalités de Lac-des-Seize-Îles, Sainte-Marguerite - Estérel, Wentworth-Nord et la Paroisse de Saint-Sauveur, aucune autre nouvelle entente n'a été conclue depuis ce temps et ce, malgré l'ajout des municipalités de Saint-Adolphe-d'Howard, Morin-Heights et de Saint-Sauveur-des-Monts en 2002 ;

IL EST PROPOSÉ par M. Michel Plante, maire de Morin-Heights et UNANIMEMENT RÉSOLU:

1. QUE le comité de la Sécurité publique (CSP) de la MRC des Pays-d'en-Haut :

- a) Invite le conseil de la MRC des Pays-d'en-Haut à signifier au ministre de la Sécurité publique, monsieur Jacques P. Dupuis, la très vive insatisfaction des membres du comité

**PROCÈS-VERBAUX DU COMITÉ DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
DE LA MRC DES PAYS-D'EN-HAUT**

3

de la Sécurité publique face au peu de services, à l'absence de patrouille et conséquemment au manque de visibilité de la Sûreté du Québec, sur le territoire desservi par elle;

- b) Recommande au conseil de la MRC des Pays-d'en-Haut d'adresser la présente résolution au susdit ministre de la Sécurité publique comme devant tenir lieu de plainte formelle à l'endroit de la Sûreté du Québec qui ne remplit pas adéquatement son mandat d'assurer la sécurité publique du territoire de la MRC des Pays-d'en-Haut desservi par elle;
- c) Recommande au conseil de la MRC des Pays-d'en-Haut de demander qu'une action soit prise par le ministère de la Sécurité publique de façon à ce que les services de niveau 1 et de police de proximité soient assurés sur le territoire de la MRC des Pays-d'en-Haut en relation aux sommes déboursées annuellement par les citoyens;
- d) Recommande au conseil de la MRC des Pays-d'en-Haut d'interpeller encore une fois, la Fédération Québécoise des Municipalités (FQM) et l'Union des Municipalités du Québec (UMQ) pour qu'elles établissent une véritable négociation avec le gouvernement du Québec à l'égard des services de la Sûreté du Québec et, le cas échéant, que des moyens de pression comme la retenue du paiement des factures de la SQ soient envisagés;
- e) Recommande au conseil de la MRC des Pays-d'en-Haut de demander au ministre de la Sécurité publique, qu'advenant le cas où la Sûreté du Québec ne soit toujours pas en mesure d'assurer une protection adéquate du territoire de la MRC des Pays-d'en-Haut desservi par elle, qu'il permette aux municipalités le désirant de s'adresser à un autre corps policier que celui de la Sûreté du Québec afin d'assurer la sécurité publique sur leur territoire;
- f) Demande une rencontre avec le ministre de la Sécurité publique, Monsieur Jacques P. Dupuis, pour discuter de la situation prévalant sur le territoire de la MRC des Pays-d'en-Haut;

2. QUE copie de la présente résolution soit transmise à :

- Mme Nathalie Normandeau, ministre des Affaires municipales et des Régions ;
- M. Jacques P. Dupuis, ministre de la Sécurité publique ;
- M. David Whissell, président du caucus du Gouvernement et député d'Argenteuil ;
- Mme Louise Harel, chef de l'Opposition officielle ;
- M. Michel Belzil, président de la FQM ;
- M. Jean Perreault, président de l'UMQ ;
- L'ensemble des préfets du Québec ;
- M. Normand Proulx, directeur général de la Sûreté du Québec ;
- M. Jacques Beaupré, commandant de district de la Sûreté du Québec ;
- M. Patrick Després, directeur du poste de la SQ des Pays-d'en-Haut.

ADOPTÉE UNANIMEMENT

COPIE CONFORME CERTIFIÉE  
CE 21<sup>e</sup> JOUR DE Décembre 2005

  
ME YVAN GENEST, D.G.  
MRC DES PAYS-D'EN-HAUT

Sujet à l'approbation du comité lors de la prochaine réunion

**PROCÈS-VERBAUX DU COMITÉ DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
DE LA MRC DES PAYS-D'EN-HAUT**

77

**"EXTRAIT DES MINUTES DE L'ASSEMBLÉE ORDINAIRE  
DU CONSEIL DE LA MRC DE DRUMMOND  
TENUE LE 23 NOVEMBRE 2005"**

**CORRESPONDANCES**

**B) DEMANDES D'APPUI**

**B.4) MRC de Rouville**

Convention collective des agents de la Sûreté du Québec – Demande d'un règlement dans les meilleurs délais

mrc7628'05

ATTENDU QUE les agents de la Sûreté du Québec négocient présentement avec le gouvernement du Québec le renouvellement de leur convention collective:

ATTENDU QU'E, dans le cadre de ces négociations, les agents de la Sûreté du Québec, en l'absence d'un droit de grève, exercent depuis près d'un an des moyens de pression, tels le port d'une tenue vestimentaire non conforme ou inhabituelle, l'arrêt de la signification des constats d'infraction, la réduction des constats émis, etc.;

ATTENDU QUE l'exercice, par les agents de la Sûreté du Québec, de tels moyens de pression génère une dégradation inacceptable des conditions de sécurité du public, notamment des problèmes de vitesse excessive sur l'ensemble du réseau routier municipal, ainsi que des impacts financiers importants pour les cours municipales, en terme de pertes de revenus et de dépenses additionnelles pour la signification des constats d'infractions;

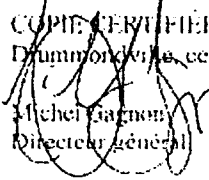
ATTENDU les discussions des membres du conseil à cet effet;

Il est, sur proposition de M. Yvon Lampron, appuyé par M. Michel Noël, unanimement résolu par le conseil de la MRC de Drummond de requérir du gouvernement du Québec et du ministre de la Sécurité publique, M. Jacques Dupuis, un règlement dans le meilleur délai, dans le dossier du renouvellement de la convention collective des agents de la Sûreté du Québec.

QUE copie de la présente résolution soit transmise à

- M. Jean Charest, premier ministre du Québec
- M. Jacques Dupuis, ministre de la Sécurité publique
- M. Robert Léveillé, directeur par intérim, Sûreté du Québec de la MRC de Drummond
- M. Michel Belzil, président de la Fédération québécoise des municipalités (FQM)
- M. Jean Perreault, président de l'Union des Municipalités du Québec (UMQ)

**ADOPTÉ**

COPIE CERTIFIÉE CONFORME  
Drummondville, ce 28 décembre 2005  
  
Michel Gagnon  
Directeur général



**MUNICIPALITÉ DE SAINT-AUGUSTIN  
MUNICIPALITY OF SAINT-AUGUSTIN  
PROVINCE OF QUEBEC**

**CERTIFIED TRUE COPY** of the minutes of the Municipal Council at the regular sitting of the Municipality of Saint-Augustin, held on December 13<sup>th</sup>, 2005 in the Conference Room of the Municipal Office in Saint-Augustin at 7:30 p.m. to which are present:

**The Mayor:** Camil Fequet

**The following councillors:**


Neil Driscoll  
Ricky Fequet  
Zeno Lavallee  
Randy Maurice  
Celina Shattler


**Is absent:** Aurelle Shattler

forming a quorum under the chairmanship of the Mayor. Jacqueline Gallibois is also present as the Secretary- Treasurer.

**RESOLUTION #2005-200 DECISION TO MAKE A REQUEST TO SURETE DU QUEBEC.**

**CONSEQUENTLY**, it is proposed by Randy Maurice and unanimously resolved by the municipal council that the Municipality of Saint-Augustin make a request to Surete du Quebec to have an officer in our community for three days per month beginning January 01, 2006.

  
Camil Fequet, Mayor

  
Certified true copy  
Jacqueline Gallibois, Secretary-Treasurer

98012  
CP  
14-12-05



Municipalité régionale  
de comté  
des Pays-d'en-Haut

1014 rue Volpierre  
Sainte-Adèle (Québec), AB J2B  
(450) 229-6637  
Fax: (450) 229-5203  
info@mrcpdh.org

#### EXTRAIT DE PROCÈS-VERBAL - CM 240-12-05

À une séance générale du conseil de la municipalité régionale de comté des Pays-d'en-Haut, tenue le 13 décembre 2005 à 13:30 heures, au Chalet Pauline Vanier situé au 33, de l'Église à Saint-Sauveur sous la présidence du préfet, M. Charles Garnier, étaient présents les conseillers suivants :

JoAnne Fandrich	Lac-des-Seize-Iles
Michel Plante	Morin-Heights
Clément Cardin	Piedmont
Jean-Paul Cardinal	Sainte-Adèle
Claude Boyer	Sainte-Anne-des-Lacs
André Charbonneau	Sainte-Marguerite-Estérel
Michel Lagacé	Saint-Sauveur

Étaient absents :

Pierre Roy	Saint-Adolphe-d'Howard
André Genest	Wentworth-Nord

Assistaient également à l'assemblée, Me Yvan Genest directeur général et secrétaire-trésorier ainsi que M. André Nadeau, maire de la ville reconstituée d'Estérel et même que M. Duncan Howard, conseiller municipal et maire suppléant de la municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard.

#### COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE (CSP) REPRÉSENTATIONS AYANT TRAIT AUX SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

Le conseiller Michel Plante, maire de Morin-Heights et porte-parole de ses collègues du CSP, dépose et commente la résolution no CSP91-2005 adoptée le 21 novembre dernier par le comité de Sécurité publique qui dénonce la qualité de la desserte policière de la Sûreté du Québec. Par la suite, la résolution suivante est adoptée :

ATTENDU QUE la résolution no CSP91-2005 adoptée par le comité de Sécurité publique de la MRC des Pays-d'en-Haut :

- Réclamait une meilleure présence et plus de visibilité de la S.Q. sur son territoire;
- Dénonçait la hausse des crimes contre la personne et la propriété enregistrée versus la baisse importante des constats d'infraction;
- S'insurgeait contre la disproportion entre le coût des services facturés selon la richesse foncière uniformisée (RFU) et la qualité des services policiers rendus par la S.Q.;
- Concluait à l'échec de la police de proximité pourtant promise aux municipalités par la S.Q.;

IL EST PROPOSÉ par le conseiller André Charbonneau, maire de Sainte-Marguerite-Estérel et RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS :

1. QUE le conseil de la MRC des Pays-d'en-Haut :

- a. Demande une rencontre avec le ministre de la Sécurité publique, M. Jacques P. Dupuis afin de lui faire part de son insatisfaction quant à la qualité des services policiers rendus par la Sûreté du Québec sur son territoire;
- b. Demande au ministre de la Sécurité publique, M. Jacques P. Dupuis d'ordonner à la Sûreté du Québec d'améliorer la qualité des services policiers dispensés sur le territoire desservi et qu'à défaut d'amélioration, qu'il permette aux municipalités le désirant de s'adresser à un autre corps policier que la Sûreté du Québec pour assurer la sécurité policière sur leur territoire;



Lac-des-Seize-Iles • Morin-Heights • Piedmont  
Sainte-Adèle • Sainte-Marguerite-Estérel • Saint-Adolphe-d'Howard  
Saint-Anne-des-Lacs • Saint-Sauveur • Wentworth-Nord



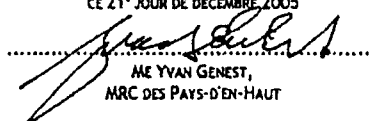
RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE  
VILLES ET VILLAGES  
EN SANTÉ

2. QUE copie de la présente résolution soit transmise à :

- Mme Nathalie Normandeau, ministre des Affaires municipales et des Régions ;
- M. David Whissell, président du caucus du Gouvernement et député d'Argenteuil ;
- Mme Louise Harel, chef de l'Opposition officielle ;
- M. Michel Belzil, président de la FQM ;
- M. Jean Perreault, président de l'UMQ ;
- L'ensemble des préfets du Québec (par courriel) ;
- M. Normand Proulx, directeur général de la Sûreté du Québec ;
- M. Jacques Beaupré, commandant de district de la Sûreté du Québec ;
- M. Patrick Després, directeur du poste de la SQ des Pays-d'en-Haut.

ADOPTÉE

COPIE CONFORME CERTIFIÉE  
CE 21<sup>e</sup> JOUR DE DÉCEMBRE 2005

  
M. YVAN GENEST,  
MRC DES PAYS-D'EN-HAUT



## Ville de Saint-Césaire

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil municipal de la Ville de Saint-Césaire, tenue à l'Hôtel de Ville, le mardi 10 janvier 2006, à 20 heures et à laquelle assistait monsieur le maire Yvon Boucher.

Sont présents madame et messieurs:

Marcel Bouvier	conseiller au district #1
Serge Gendron	conseiller au district #2
Serge Viens	conseiller au district #4
Michel Denicourt	conseiller au district #5
Huguette Beauregard	conseillère au district #6

Formant quorum sous la présidence du maire.

Monsieur Reynald Castonguay, directeur général et madame Louise Benoit, greffière sont présents.

### DEMANDE DE SÉCURITÉ DURANT LES SÉANCES DE LA COUR MUNICIPALE

ATTENDU que les séances de la Cour municipale se tiennent dans la salle du conseil de l'Hôtel de Ville de Saint-Césaire;

ATTENDU que l'article 69 de la *Loi sur les cours municipales* mentionne que sur demande du juge, la municipalité sur le territoire de laquelle siège la cour doit lui fournir les services d'une personne pour agir comme huissier-audiencier et, s'il en est requis par le juge, agir également comme constable sans nomination spéciale;

ATTENDU que le juge de la Cour municipale de Saint-Césaire a fait une telle demande:

EN CONSÉQUENCE:

15-2006

Il est proposé par : MARCEL BOUVIER

Appuyé par : HUGUETTE BEAUREGARD



## Ville de Saint-Césaire

2...

Résolution 15-2006 (suite)

Et unanimement résolu que demande soit faite au Comité de sécurité publique de la MRC de Rouville de fournir lors des séances de la Cour municipale de Saint-Césaire un agent durant toute la durée de ces séances afin d'assurer une sécurité, et ce, à titre gratuit.

Et que copie de ladite résolution soit transmise à la Sûreté du Québec MRC de Rouville.

Adoptée

Copie certifiée conforme

Ce 16 janvier 2006

Louise Benoit o.m.a.

Greffière



## Municipalité Régionale de Comté de Matane

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL d'une séance ordinaire du conseil des maires de la Municipalité régionale de comté de Matane tenue le 11 janvier 2006 à laquelle séance sont présents :**

Madame Victoire Marin, maire de Grosses-Roches ;  
 Monsieur Alcide Prévèreau, maire de Saint-Jean-de-Cherbourg ;  
 Monsieur Yvan Imbeault, maire de Saint-Adelme ;  
 Monsieur Réginald Desrosiers, maire de Sainte-Félicité ;  
 Monsieur Dominic Côté, maire suppléant de Saint-René-de-Matane ;  
 Monsieur Roger Bernier, maire de Saint-Léandre ;  
 Monsieur Yvan Côté, maire de Sainte-Paule ;  
 Madame Annabelle Boulay, maire suppléant de Saint-Ulric ;  
 Monsieur Jacques Couillard, maire de Baie-des-Sables ;  
 Madame Linda Cormier, maire de Matane ;

tous formant quorum sous la présidence de Monsieur Jean-Charles Gagnon, préfet de la MRC de Matane et maire de Saint-René-de-Matane.

Madame Line Ross, directrice générale et secrétaire-trésorière, est également présente.

### RÉSOLUTION 20-01-06

#### **DEMANDE D'APPUI DE LA MRC DES PAYS-D'EN-HAUT - RE : COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE - REPRÉSENTATIONS AYANT TRAIT AUX SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC**

**CONSIDÉRANT QUE** la résolution numéro CSP91-2605 adoptée par le comité de Sécurité publique de la MRC des Pays-d'en-Haut :

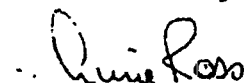
- Réclamait une meilleure présence et plus de visibilité de la Sûreté du Québec sur son territoire ;
- Dénonçait la hausse des crimes contre la personne et la propriété enregistrée versus la baisse importante des constats d'infraction ;
- S'insurgeait contre la disproportion entre le coût des services facturés selon la richesse foncière uniformisée (RFU) et la qualité des services policiers rendus par la Sûreté du Québec ;
- Concluait à l'échec de la police de proximité pourtant promise aux municipalités par la Sûreté du Québec ;

**EN CONSÉQUENCE**, il est proposé par Monsieur Yvan Imbeault, appuyé par Monsieur Jacques Couillard, et résolu à l'unanimité :

- Que la MRC de Matane appuie les démarches de la MRC des Pays-d'en-Haut qui demande une rencontre avec le ministre de la Sécurité publique, Monsieur Jacques P. Dupuis afin de lui faire part de son insatisfaction quant à la qualité des services policiers rendus par la Sûreté du Québec sur son territoire et lui demander d'ordonner à la Sûreté du Québec d'améliorer la qualité des services policiers dispensés sur le territoire desservi et qu'à défaut d'amélioration, qu'il permette aux municipalités le désirant de s'adresser à un autre corps policier que la Sûreté du Québec pour assurer la sécurité policière sur leur territoire ;
- Que le conseil des maires de la MRC de Matane indique également qu'il partage l'avis à l'effet qu'il y a disproportion entre les coûts des services facturés selon la richesse foncière uniformisée (RFU) et la qualité des services policiers rendus par la Sûreté du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

COPIE CERTIFIÉE CONFORME  
SUJETTE À RATIFICATION  
à Matane, ce 19<sup>ième</sup> jour de janvier 2006.



Line Ross, M.B.A.  
Directrice générale et secrétaire-trésorière

Extrait du procès-verbal de la séance spéciale du  
comité administratif de la municipalité régionale  
de comté des Laurentides tenue le dix-neuvième  
jour du mois de janvier de l'an deux mille six

**Rés. CA 4099-2006**  
**Services de la Sûreté du Québec**

CONSIDÉRANT la demande d'appui de la MRC Les Pays-d'en-Haut à l'égard de sa  
résolution CM 240-12-05 ayant trait aux services de la Sûreté du Québec;

CONSIDÉRANT QUE la MRC des Laurentides a également fait connaître ses besoins dans  
le cadre des réunions du comité de sécurité publique et des négociations en cours et qu'elle  
a notamment

- réclamé une meilleure présence et plus de visibilité de la S.Q. sur son territoire;
- dénoncé la disproportion entre le coût des services facturés selon la richesse  
foncière uniformisée (RFU) et la qualité des services policiers rendus par la S.Q.;
- conclu à l'échec de la police de proximité pourtant promise aux municipalités par la  
S.Q.;

CONSIDÉRANT QUE la MRC des Laurentides a fait diverses représentations afin que les  
négociations relatives au renouvellement de l'entente de services de la Sûreté du Québec  
se poursuivent en vue d'un règlement final;

POUR CES MOTIFS, il est proposé par le conseiller Steven Larose, appuyé par le conseiller  
Pierre Poirier et résolu à l'unanimité

QUE la MRC des Laurentides demande une rencontre avec le ministre de la Sécurité  
publique, M. Jacques P. Dupuis, afin


- de lui faire part de son insatisfaction quant à la qualité des services policiers rendus  
par la Sûreté du Québec sur son territoire;
- qu'il ordonne à la Sûreté du Québec d'améliorer la qualité des services policiers  
dispensés sur le territoire desservi et qu'à défaut d'amélioration, qu'il permette aux  
municipalités le désirant de s'adresser à un autre corps policier que la Sûreté du  
Québec pour assurer la sécurité policière sur leur territoire;

QUE copie de la présente résolution soit transmise à :

- Mme Nathalie Normandeau, ministre des Affaires municipales et des Régions ;
- M. David Whissell, président du caucus du Gouvernement et député d'Argenteuil ;
- Mme Louise Harel, chef de l'Opposition officielle ;
- M. Michel Bezil, président de la FQM ;
- M. Jean Perreault, président de l'UMQ ;
- L'ensemble des préfets du Québec (par courriel);
- M. Normand Proulx, directeur général de la Sûreté du Québec ;
- M. Jacques Beaupré, commandant de district de la Sûreté du Québec ;
- M. Gilbert Lafrenière, directeur du poste de la SQ de la MRC des Laurentides.

**ADOPTÉE**

**COPIE CERTIFIÉE CONFORME,**  
délivrée à Saint-Faustin-Lac-Carré, ce 24 janvier 2006.

  
Sylvain Bouchard  
Directeur général et  
secrétaire-trésorier

N.B. : Conformément à l'article 201 du Code municipal du Québec le procès-verbal dont est extraite la présente  
résolution fait preuve même s'il sera approuvé ultérieurement.





60, St. Patrick  
Shannon  
(Québec) G0A 4N0

## MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LA JACQUES-CARTIER

**EXTRAIT DE PROCÈS-VERBAL** de la séance ordinaire du comité administratif de la Municipalité régionale de comté de La Jacques-Cartier tenue le 20 janvier 2008 au restaurant Chez Cora, sis au 9515, de L'Ornière, Neufchâtel (Québec), sont présents :

MM. Michel Groux, préfet et maire de Lac-Beauport;  
Pierre Vallée, préfet suppléant et maire de Sainte-Brigitte-de-Laval;  
Jacques Marcotte, maire de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier;  
Mme Gaétane G. St-Laurent, mairesse de Stoneham-et-Tewkesbury;

**Résolution : n° 06 – 07 - CA**  
**Sûreté du Québec – ligne téléphonique sans frais**

**ATTENDU QUE** sur une base d'entente avec les MRC, la Sûreté du Québec utilise une approche communautaire répondant aux besoins de la population : « la police de proximité »;

**ATTENDU QUE** par son modèle de « police de proximité », la Sûreté du Québec entend :

- se rapprocher des citoyens et susciter leur participation;
- contribuer au maintien d'un milieu de vie paisible et augmenter le sentiment de sécurité;
- accroître la satisfaction de la population.

**ATTENDU QUE** pour assurer un milieu de vie sûr et paisible, la Sûreté du Québec mise sur les grands principes suivants :

- la présence familière des policiers;
- les consultations de la clientèle;
- la qualité des services aux citoyens;
- le partenariat avec les acteurs locaux et la population;
- la résolution de problèmes locaux de sécurité publique

**ATTENDU QU'** afin de bien évaluer ses interventions, la Sûreté du Québec mesure périodiquement le degré de satisfaction de la communauté, en recevant les commentaires de sa clientèle composée des acteurs locaux, des élus municipaux et de la population;

**ATTENDU QUE** dans son processus permanent de consultation, la Sûreté du Québec connaît les attentes et les besoins de la population par le biais des comités de sécurité publique implantés dans chacune des MRC;

**ATTENDU QUE** dans certaines MRC, les citoyens doivent, pour joindre le personnel du poste de police de la Sûreté du Québec, défrayer des interurbains;

...2



# MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE ROUVILLE

## EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Session ordinaire du 1<sup>er</sup> février 2006  
Salle du Conseil, 500, rue Desjardins, Marieville

**Sont présents :** Mmes Susie Dubois, maire de Rougemont, Suzie Mailloux Roy, maire suppléant de Saint-Paul-d'Abbotsford, MM. Serge Gendron, maire suppléant de Saint-Césaire, Jacques Ladouceur, maire de Richelieu, Michel Marchand, maire de Marieville, et Michel Picotte, maire de Sainte-Angèle-de-Monnoir.

**Sont absents** MM. Rosaire Houle, maire d'Ange-Gardien, et Patrice Viens, maire de Saint-Mathias-sur-Richelieu.

Les membres présents forment le quorum sous la présidence du préfet, Mme Susie Dubois.

MM. Rosaire Marcil, secrétaire-trésorier, et Francis Provencher, coordonnateur à l'aménagement, sont également présents.

### Résolution 06-02-6461

#### Sécurité durant les séances de la Cour municipale de la Ville de Saint-Césaire

Considérant que la Ville de Saint-Césaire, par sa résolution numéro 15-2006, demande au Comité de sécurité publique de la MRC de Rouville de fournir, lors des séances de la Cour municipale de Saint-Césaire, un agent pour assurer la sécurité durant toute la durée de ces séances et ce, à titre gratuit;

Considérant que le mandat principal du Comité de sécurité publique de la MRC de Rouville est d'assurer la mise en application et le suivi de l'*Entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC*, incluant de façon non limitative l'élaboration des priorités d'action du service de police;

Considérant qu'il n'est pas prévu de tenir prochainement une réunion du Comité de sécurité publique de la MRC de Rouville et que ce comité est composé de six des huit maires formant le conseil de la MRC;

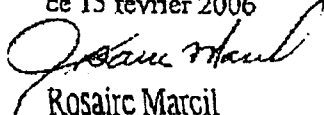
Considérant que le conseil de la MRC est favorable à la requête formulée par la Ville de Saint-Césaire eu égard à la présence d'un agent lors des séances de la Cour municipale;

En conséquence, il est proposé par M. Michel Picotta, appuyé par Mme Suzie Mailloux Roy et résolu que le conseil de la MRC de Rouville demande au directeur du poste de la Sûreté du Québec de la MRC, M. Gilles Belval, de fournir, à titre gratuit, un agent de police pour assurer la sécurité durant toute la durée des séances de la Cour municipale de Saint-Césaire.

Adoptée par les représentants des municipalités visées par le territoire d'application du Plan de gestion des matières résiduelles et desservies par la Sûreté du Québec

Le texte de la présente résolution pourrait être modifié lors de l'adoption du procès-verbal.

Copie certifiée conforme  
ce 15 février 2006

  
Rosaire Marcil

Secrétaire-trésorier et  
Directeur général



MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DU BAS-RICHELIEU

1275, chemin des Patriotes

Saint-Tracy (Québec) J3P 2N4

Téléphone : (450) 743-2705 / Télécopieur : (450) 743-7313

Courriel : mrc@mr-bas-richelieu.qc.ca

---

**COPIE DE RÉSOLUTION NUMÉRO 2006-02-39 ADOPTÉE PAR LA MUNICIPALITÉ  
RÉGIONALE DE COMTÉ DU BAS-RICHELIEU À SA SÉANCE RÉGULIÈRE DU  
8 FÉVRIER 2006 AU SUJET D'UN APPUI À LA MRC DE LA JACQUES-CARTIER  
CONCERNANT L'ACCÈS À UNE LIGNE TÉLÉPHONIQUE SANS FRAIS POUR  
JOINDRE LES SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC.**

---

Les membres prennent connaissance de la résolution numéro 06-07-CA de la MRC de la Jacques-Cartier qui demande qu'une ligne téléphonique sans frais soit disponible pour que les citoyens de l'ensemble des MRC du Québec puissent joindre les services de la Sûreté du Québec.

Après discussion et considérant le contenu de cette résolution, il est proposé par M. le Conseiller Raymond Arel, appuyé par M. le Conseiller Denis Léveillé, que la MRC du Bas-Richelieu appuie la MRC de la Jacques-Cartier dans ses représentations auprès du Comité de liaison FQM-SQ pour que la Sûreté du Québec rende disponible une ligne téléphonique sans frais aux citoyens des MRC afin que ceux-ci n'aient pas à défrayer d'interurbains pour joindre la SQ.

Adoptée à l'unanimité

Copie certifiée  
Extrait conforme

Denis Boisvert  
Directeur général et secrétaire-trésorier

Denis Boisvert  
Directeur général et secrétaire-trésorier

Ce 22 mars 2006

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE  
COMTÉ DU FJORD-DU-SAGUENAY

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL d'une  
séance ordinaire du Conseil de la Municipalité régionale de comté du Fjord-du-  
Saguenay tenue à l'hôtel de ville de L'Anse-Saint-Jean, à 19 h, le mardi 14<sup>e</sup> jour  
du mois de février 2006, tous membres du Conseil et formant quorum sous la  
présidence de M. Jean-Marie Claveau, préfet et maire de Saint-Félix-d'Otis, à  
laquelle séance sont présents les conseillers de comté suivants :

M. Claude Boucher,	maire de L'Anse-Saint-Jean
M. Marcel Claveau,	maire de Saint-Ambroise
M. Bertrand Couture,	maire de Saint-Charles-de-Bourget
M. Jean-Yves Dufour,	maire de Saint-David-de-Falardeau
M. Rémi Gagné,	maire de Rivière-Éternité
Mme Thérèse Gaudreault,	maire de Petit-Saguenay
M. Réjean Lévesque,	maire de Larouche
Mme Marie-Luce Martin,	maire de Saint-Honoré
M. Gérard Savard,	maire de Bégin
Mme Carmen Simard,	maire de Ferland-et-Boilleau
M. Gilbert Simard,	maire de Saint-Fulgence
M. Laurent Thibeault,	maire de Sainte-Rose-du-Nord

Participant également à cette séance :

Mme Christine Dufour,	coordonnatrice au territoire public et secrétaire- trésorière adjointe
M. Denis Jubinville,	secrétaire-trésorier et directeur général

**C-06-59**  
**SÛRETÉ DU QUÉBEC /**  
**CENTRALISATION DES APPELS À QUÉBEC /**  
**DÉSACCORD DE LA M.R.C. DU FJORD-DU-SAGUENAY**

CONSIDÉRANT QU' une étude de faisabilité sur un projet de  
modernisation du traitement des appels de la  
population à la Sûreté du Québec est  
présentement en cours;

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement du Québec analyse la possibilité  
de décentraliser les ministères vers les régions;

CONSIDÉRANT QUE dans sa résolution n° C-04-34, adoptée le 14  
décembre 2004, le conseil de la M.R.C. du Fjord-  
du-Saguenay signifiait au gouvernement du  
Québec son désaccord sur ce projet de  
modernisation;

CONSIDÉRANT QUE le conseil de la M.R.C. du Fjord-du-Saguenay  
réitère son désaccord pour la réalisation de ce  
projet;

POUR CES MOTIFS,

IL EST PROPOSÉ PAR le conseiller de comté, M. Jean-Yves Dufour;

APPUYÉ PAR le conseiller de comté, M. Bertrand Couture;

ET RÉSOLU UNANIMEMENT:

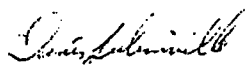
QUE le conseil de la M.R.C. du Fjord-du-Saguenay  
RÉITÈRE son désaccord au ministre de la  
Sécurité publique, Monsieur Jacques Dupuis,  
dans le projet de modernisation du traitement des  
appels de la population à la Sûreté du Québec, car  
ce scénario abolit des postes de préposés aux  
télécommunications dans les régions du Québec,  
lesquelles régions contribuent financièrement au  
fonctionnement de la Sûreté du Québec, pour  
centraliser les services dans deux centres d'appels  
privant ainsi celles-ci de services de proximité de  
première importance et de retombées  
économiques considérables.

ET QUE

copie de la présente résolution soit transmise à :

M. Jean Charest, Premier Ministre du Québec;  
M. Jacques Dupuis, ministre de la Sécurité  
publique;  
M. Alain Gagnon, lieutenant, Sûreté du Québec.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME



Denis Jubinville  
Secrétaire-trésorier et  
directeur général  
Saguenay, le 15 mars 2006

**MRC des Jardins-de-Napierville**  
**Bureau du secrétaire-trésorier**

**R  
é  
s  
o  
l  
u  
t  
i  
o  
n**

Extrait des minutes d'une séance régulière du Conseil de la Municipalité régionale de comté des Jardins-de-Napierville tenue à l'Édifice du Comté, mercredi le 8 février 2006 à 20 heures, et à laquelle étaient présents :

- Monsieur Camille Beaudin, maire
- Monsieur Alain Fredette, maire
- Monsieur André Giroux, maire
- Monsieur Michel Lussier, maire
- Monsieur André Tremblay, maire
- Monsieur Jean-Pierre Bergeron, maire
- Monsieur André Garceau, maire
- Monsieur Clément Lemieux, maire
- Monsieur Drew Somerville, maire

Le conseil de la Municipalité régionale de comté siégeant avec quorum sous la présidence de Monsieur Michel Lavoie, maire et préfet.

Madame Nicole Inkel, directrice générale et secrétaire-trésorière, était présente, de même que quelques citoyens.

Résolution : 2006-02-28

**FOURNITURE DE SERVICE**  
**DESSERTÉ POLICIÈRE**

Considérant l'augmentation des sommes payables annuellement par les municipalités relativement aux services de la Sûreté du Québec;

Considérant, depuis le début de la fourniture de services policiers par la Sûreté du Québec, que la richesse foncière uniformisée n'a cessé d'augmenter pour atteindre, au cours des dernières années, environ 10% par année;

Considérant que ladite augmentation des coûts n'entraîne pas une augmentation ou une amélioration des services rendus par la Sûreté du Québec sur les territoires desservis;

Considérant que la Sûreté du Québec n'a pas réussi à implanter l'esprit de la police de proximité ce qui aurait permis d'améliorer les relations « communautaires » entre les policiers et les citoyens;

Considérant que les municipalités considèrent qu'elles ne reçoivent pas tous les services de la Sûreté du Québec pour lesquels elles défraient des sommes considérables, représentant des proportions importantes de leur budget global;

Considérant qu'une réorganisation majeure des effectifs de la Sûreté du Québec est nécessaire afin d'assurer un service policier acceptable et satisfaisant pour les citoyens de notre MRC;

Considérant que les impacts des moyens de pression des agents de la Sûreté du Québec, lesquels n'émettent que très peu de constats d'infraction, et ne signifient plus ces constats aux contrevenants, engendrent des frais imprévus et une perte de revenu pour les municipalités;

Considérant les nombreuses plaintes des citoyens et commerces relativement à la diminution des services policiers assumés par la Sûreté du Québec, à la perte de certains pouvoirs des policiers de même qu'à l'absence de visibilité et de présence régulière sur les routes provinciales et municipales du territoire;

Considérant que le vaste territoire de la MRC et sa situation géographique frontalière avec les États-Unis génèrent des problématiques particulières liées au monde de la criminalité;

Par conséquent, il est proposé par M. André Giroux, appuyé par M. Alain Fredette, et résolu unanimement :

**MRC des Jardins-de-Napierville**  
**Bureau du secrétaire-trésorier**

**R  
é  
s  
o  
l  
u  
t  
i  
o  
n**

QUE le préambule de la présente en fasse partie intégrante;

QUE le conseil de la MRC des Jardins-de-Napierville demande aux instances de la Sûreté du Québec d'accroître la protection et de soutenir celle-ci sur l'ensemble du territoire de la MRC;

QU'une réorganisation des effectifs du corps policier de la Sûreté du Québec desservant la région de la MRC des Jardins-de-Napierville soit demandée afin de respecter les attentes des citoyens et des élus;

Considérant que le vaste territoire de la MRC et sa situation géographique frontalière avec les Etats-Unis génèrent des problématiques particulières liées au monde de la criminalité;

Par conséquent, il est proposé par M. André Giroux, appuyé par M. Alain Fredette, et résolu unanimement :

QUE le préambule de la présente en fasse partie intégrante;

QUE le conseil de la MRC des Jardins-de-Napierville demande aux instances de la Sûreté du Québec d'accroître la protection et de soutenir celle-ci sur l'ensemble du territoire de la MRC;

QU'une réorganisation des effectifs du corps policier de la Sûreté du Québec desservant la région de la MRC des Jardins-de-Napierville soit demandée afin de respecter les attentes des citoyens et des élus;

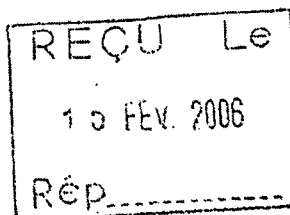
QUE le Conseil de la MRC des Jardins-de-Napierville demande au ministre de la Sécurité publique du Québec de modifier le Règlement sur les sommes payables par les municipalités pour les services de la Sûreté du Québec afin d'établir, aux fins de calcul la contribution financière des municipalités :

- Que la richesse foncière uniformisée d'une municipalité pour l'année 2001 soit l'année de référence pour le paiement de ladite contribution;
- Que la richesse foncière uniformisée de l'année de référence soit, par la suite, indexée annuellement à l'indice des prix de la consommation pour le Québec, jusqu'à un maximum de 2% annuellement;

Que le Conseil de la MRC des Jardins-de-Napierville demande au ministre de la Sécurité publique du Québec d'autoriser les MRC qui le désirent à former leur corps de police régional avec des critères de desserte acceptable.

Michel Lavoie, préfet  
Nicole Inkel, directrice générale et  
secrétaire-trésorière

*Nicole Inkel*  
Copie conforme



**MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE ROUVILLE****EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS**

**Session ordinaire du 15 février 2006  
Salle du Conseil, 500, rue Desjardins, Marieville**

**Sont présents :** Mme Susie Dubois, maire de Rougemont, MM. Yvon Boucher, maire de Saint-Césaire, Martial Gousy, maire de Saint-Paul-d'Abbotsford, Rosaire Houle, maire d'Ange-Gardien, Jacques Ladouceur, maire de Richelieu, Michel Marchand, maire de Marieville, M. Roland Parent, maire suppléant de Sainte-Angèle-de-Monnoir et Patrice Viens, maire de Saint-Mathias-sur-Richelieu.

Les membres présents forment le quorum sous la présidence du préfet, Mme Susie Dubois.

MM. Rosaire Marci, secrétaire-trésorier, et Francis Provencher, coordonnateur à l'aménagement, sont également présents.

**Résolution 06-02-6477****Ligne téléphonique sans frais de la Sûreté du Québec**

**Considérant** que la MRC de La Jacques-Cartier, par la résolution 06-07-CA de son comité administratif, fait des représentation auprès du Comité de liaison de la Fédération québécoise des municipalités et de la Sûreté du Québec afin que soit mis à la disposition des citoyens des MRC de l'ensemble du Québec une ligne sans frais d'interurbains pour rejoindre la Sûreté du Québec;

**Considérant** que le conseil de la MRC de Rouville, dont le territoire se compose de municipalités où des frais d'interurbains sont nécessaires afin de communiquer avec le poste de la Sûreté du Québec de son territoire, adhère totalement à la requête et aux motifs à l'appui de celle-ci formulés par la MRC de La Jacques-Cartier dans ce dossier;

**En conséquence**, il est proposé par M. Martial Gousy, appuyé par M. Rosaire Houle et **résolu** de se joindre à la MRC de La Jacques-Cartier dans sa requête au Comité de liaison de la Fédération québécoise des municipalités et de la Sûreté du Québec, visant à ce que cette dernière mette à la disposition des citoyens des MRC de l'ensemble du Québec une ligne téléphonique sans frais d'interurbains pour joindre la Sûreté du Québec;

il est également **résolu** de transmettre cette résolution à la Fédération québécoise des municipalités ainsi qu'à la Sûreté du Québec, soit au commandant du district de la Montérégie, M. Christian Chalin, et au directeur du poste de la MRC de Rouville, M. Gilles Belval.

**Adoptée**

Le texte de la présente résolution pourrait être modifié lors de l'adoption du procès-verbal.

Copie certifiée conforme  
Ce 14 mars 2006

Rosaire Marci  
Secrétaire-trésorier et  
Directeur général



CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE  
DE COMTÉ DE  
LA HAUTE-CÔTE-NORD

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME du procès-verbal d'une séance ordinaire du Conseil de la Municipalité Régionale de Comté de La Haute-Côte-Nord, tenue le 21 février 2006 à 13 h 30 au Chef-Lieu situé au 26, rue de la Rivière, Les Escoumins, à laquelle séance il y avait quorum.

RÉSOLUTION 06-02-037

***Sécurité publique – demande d'un règlement dans les meilleurs délais  
de la convention collective des agents de la Sûreté du Québec***

CONSIDÉRANT la résolution de la MRC de Maria-Chapdelaine (10-01-06) qui interpelle le gouvernement du Québec de régler dans les meilleurs délais la convention collective des agents de la Sûreté du Québec;

CONSIDÉRANT QUE les agents de la Sûreté du Québec négocient présentement avec le gouvernement du Québec le renouvellement de leur convention collective;

CONSIDÉRANT QUE, dans le cadre de ces négociations, les agents de la Sûreté du Québec, en l'absence d'un droit de grève, exercent depuis près d'un an des moyens de pression, tels le port d'une tenue vestimentaire conforme ou inhabituelle, l'arrêt de la signification des constats d'infraction, la réduction des constats émis, etc.;

CONSIDÉRANT QUE l'exercice par les agents de la Sûreté du Québec de tels moyens de pression génère une dégradation inacceptable des conditions de sécurité du public, notamment des problèmes de vitesse excessive sur l'ensemble du réseau routier municipal, ainsi que des impacts financiers importants pour les cours municipales en terme de pertes de revenus et de dépenses additionnelles pour la signification des constats d'infractions; et,

CONSIDÉRANT QUE les municipalités du territoire de la MRC La Haute-Côte-Nord sont des partenaires financiers en contribuant pour près de 50 % pour les services policiers de la Sûreté du Québec;

EN CONSÉQUENCE, il est dûment proposé par le conseiller de comté, M. Pierre Marquis, appuyé par le conseiller de comté, M. André Desrosiers, et résolu à l'unanimité :

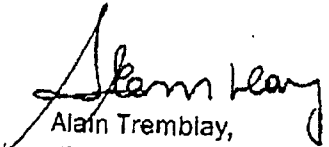
...2

Résolution 06-02-037  
Page 2

QUE le Conseil de la MRC requiert du gouvernement du Québec et du ministre de la Sécurité publique, M. Jacques Dupuis, un règlement dans le meilleur délai dans le dossier du renouvellement de la convention collective des agents de la Sûreté du Québec; et,

QU'il est également résolu de transmettre cette résolution au commandant du district de la Côte-Nord de la Sûreté du Québec, et pour appui, aux municipalités de la MRC desservies par la SQ, à la Fédération québécoise des municipalités, à l'Union des municipalités du Québec et à la MRC de Maria-Chapdelaine.

Extrait certifié conforme par :

  
Alain Tremblay,  
directeur général et secrétaire-trésorier.

Les Escoumins,  
le 28 février 2006



Municipalité  
régionale de comté  
de Beauce-Sartigan

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ  
DE BEAUCE-SARTIGAN

### EXTRAIT DU REGISTRE DES PROCÈS-VERBAUX

Procès-verbal d'une séance régulière du conseil de la Municipalité régionale de comté de Beauce-Sartigan tenue à Ville Saint-Georges, au centre administratif de la MRC, le 22 février 2006. Sont présents :

M. Normand Roy	Saint-Éphrem-de-Beauce	M. Éric Lachance	Saint-Gédéon-de-Beauce
M. Gaétan Bégin	Saint-Évariste-de-Forsyth	M. Marc Nadeau	Saint-Philibert
M. Herman Bolduc	Saint-Honoré-de-Shenley	M. Léonide Grenier	Saint-Benoît-Labre
M. Renaud Tanguay	Saint-Hilaire-de-Dorset	M. Viateur Boucher	Notre-Dame-des-Pins
M. Roger Carette	Saint-Georges	M. Gabriel Giguère	Saint-Côme-Linière
M. Martin Busque	Saint-Simon-les-Mines	M. Ghislain Plante	La Guadeloupe
M. Claude Lemieux	Lac-Poulin	M. Roland Boucher	Saint-Théophile
M. Jean-Guy Deblois	Saint-René	M. Jean-Marc Paquet	Saint-Martin

Sous la présidence de Monsieur Luc Lemieux, maire de la Municipalité de Saint-Éphrem-de-Beauce et préfet de la MRC. Monsieur Claude Poulin, directeur général et secrétaire-trésorier est également présent.

### EFFECTIFS POLICIERS

Résolution no. 2006-02-029

Attendu que le nombre de policiers assignés à la MRC de Beauce-Sartigan prévu à l'entente liant la MRC de Beauce-Sartigan et le ministère de la Sécurité publique est de vingt-quatre (24);

Attendu que toute modification du nombre de policiers assignés à la MRC est conditionnelle soit à un changement de territoire, soit à une variation significative de la population, de la superficie et des caractéristiques du territoire ainsi que de la criminalité;

Attendu que lorsque survient des absences prolongées de policiers en raison de différents congés, ces derniers ne sont pas remplacés;

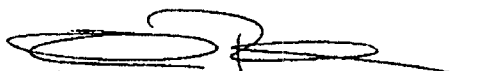
Attendu qu'il y a présentement quatre (4) absences prolongées non remplacées sur le territoire de la MRC de Beauce-Sartigan et que le niveau de qualité des services de la SQ doit être maintenu sans égard aux absences prolongées de son personnel;

Il est proposé par Monsieur Normand Roy, secondé par Monsieur Renaud Tanguay et résolu unanimement que les effectifs policiers prévus au Plan d'organisation des ressources policières de la MRC de Beauce-Sartigan soient opérationnels dans son intégralité.

Que copie de la présente résolution soit transmise au ministre de la Sécurité publique, M. Jacques P. Dupuis, au commandant du district de la Capitale nationale, M. Jacques Ayotte ainsi qu'au directeur du poste de Beauce-Sartigan, le lieutenant Michel Pelchat.

Monsieur Roger Carette de Ville de Saint-Georges n'a pas participé aux délibérations concernant cette résolution.

### EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

  
Claude Poulin, sec.-trés.  
MRC de Beauce-Sartigan  
Le 27 février 2006

**MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE ROUVILLE****EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS**

**Session ordinaire du 1<sup>er</sup> mars 2006**  
**Salle du Conseil, 500, rue Desjardins, Marieville**

**Sont présents :** Mme Susie Dubois, maire de Rougemont, MM. Serge Gendrou, maire suppléant de Saint-Césaire, Martial Gousy, maire de Saint-Paul-d'Abbotsford, Rosaire Houle, maire d'Ange-Gardien, Jacques Ladouceur, maire de Richelieu, Michel Marchand, maire de Marieville, et M. Roland Parent, maire de Sainte-Angèle-de-Monnoir.

**Est absent :** M. Patrice Viens, maire de Saint-Mathias-sur-Richelieu.

Les membres présents forment le quorum sous la présidence du préfet, Mme Susie Dubois.

M. Rosaire Marcil, secrétaire-trésorier, et Mme Caroline Roberge, adjointe au coordonnateur à l'aménagement, sont également présents.

**Résolution 06-03-6501****Services policiers de la Sûreté du Québec**

**Considérant** que les sommes payables par les municipalités à chaque année pour les services de la Sûreté du Québec augmentent continuellement;

**Considérant**, depuis le début de la fourniture de services policiers par la Sûreté du Québec, que la richesse foncière uniformisée n'a cessé d'augmenter pour atteindre, au cours des dernières années, une augmentation moyenne d'environ 10 % par année;

**Considérant** que l'augmentation annuelle des sommes payables par les municipalités pour les services de la Sûreté du Québec n'est pas accompagnée d'une augmentation ou d'une amélioration des services rendus par la Sûreté du Québec sur les territoires desservis;

**Considérant** que la Sûreté du Québec n'a pas réussi à implanter le concept de police de proximité, ce qui aurait permis d'améliorer les relations « communautaires » entre les policiers et les citoyens;

**Considérant** que les municipalités considèrent qu'elles ne reçoivent pas tous les services de la Sûreté du Québec pour lesquels elles défraient des sommes considérables, lesquelles sommes représentent une proportion importante de leur budget global respectif;

**Considérant** qu'une réorganisation majeure des effectifs de la Sûreté du Québec est nécessaire afin d'assurer un service policier acceptable et satisfaisant pour les citoyens de la MRC de Rouville;

**Considérant** que les impacts des moyens de pression exercés par les agents de la Sûreté du Québec, lesquels n'émettent que très peu de constats d'infraction et ne signifient plus ces constats aux contrevenants, engendrent des frais imprévus et une perte de revenu pour les municipalités;

**Considérant** que de nombreuses plaintes sont formulées par les citoyens et les propriétaires de commerces relativement à la diminution des services policiers assumés par la Sûreté du Québec, à la perte de certains pouvoirs des policiers de même qu'à l'absence de visibilité et de présence régulière sur les routes provinciales et municipales du territoire;

**Résolution 06-03-6501 (suite)**

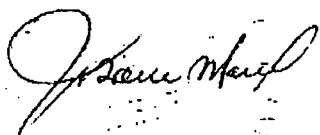
En conséquence, il est proposé par M. Rosaire Houle, appuyé par M. Roland Parent et résolu :

- 1<sup>o</sup> que le préambule de la présente résolution en fasse partie intégrante;
- 2<sup>o</sup> que le conseil de la MRC de Rouville demande aux instances de la Sûreté du Québec d'accroître la protection et de soutenir celle-ci sur l'ensemble du territoire de la MRC;
- 3<sup>o</sup> qu'une réorganisation des effectifs du corps policier de la Sûreté du Québec desservant la MRC de Rouville soit demandée afin de respecter les attentes des citoyens et des élus;
- 4<sup>o</sup> que le conseil de la MRC de Rouville demande au ministre de la Sécurité publique du Québec de modifier le *Règlement sur les sommes payables par les municipalités pour les services de la Sûreté du Québec* afin d'établir, aux fins du calcul la contribution financière des municipalités, que la richesse foncière uniformisée d'une municipalité pour l'année 2001 soit l'année de référence pour le paiement de ladite contribution et que cette richesse foncière de l'année de référence soit, par la suite, indexée annuellement selon l'indice des prix de la consommation pour le Québec, jusqu'à un maximum de 2 % annuellement;
- 5<sup>o</sup> que le conseil de la MRC de Rouville demande au ministre de la Sécurité publique du Québec d'autoriser les MRC qui le désirent à former leur corps de police régional en fonction de critères acceptables de desserte.

Adoptée

Le texte de la présente résolution pourrait être modifié lors de l'adoption du procès-verbal.

Copie certifiée conforme  
ce 21 mars 2006



Rosaire Marcil  
Secrétaire-trésorier et  
Directeur général

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE  
COMTÉ DU FJORD-DU-SAGUENAY

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL  
d'une séance ordinaire du Conseil de la Municipalité régionale de comté du Fjord-du-Saguenay tenue à l'hôtel de ville de Saint-Honoré, à 19 h, le mardi 14<sup>e</sup> jour du mois de mars 2006, tous membres du Conseil et formant quorum sous la présidence de M. Jean-Marie Claveau, préfet et maire de Saint-Félix-d'Otis, à laquelle séance sont présents les conseillers de comté suivants :

M. Claude Boucher,	maire de L'Anse-Saint-Jean
M. Marcel Claveau,	maire de Saint-Ambroise
M. Bertrand Couture,	maire de Saint-Charles-de-Bourget
M. Jean-Yves Dufour,	
maire de Saint-David-de-Falardeau	
M. Rémi Gagné,	maire de Rivière-Éternité
Mme Thérèse Gaudreault,	maire de Petit-Saguenay
M. Réjean Lévesque,	maire de Larouche
Mme Marie-Luce Martin,	maire de Saint-Honoré
M. Gérald Savard,	maire de Bégin
M. Gilbert Simard,	maire de Saint-Fulgence
M. Laurent Thibeault,	
maire de Sainte-Rose-du-Nord	

Est absent :

Mme Carmen Simard,  
maire de Ferland-et-Boilleau

Participent également à cette séance :

Mme Christine Dufour,	coordonnatrice au territoire public et secrétaire-trésorière adjointe
M. Denis Jubinville,	secrétaire-trésorier et directeur général

**C-06-86**  
**SÛRETÉ DU QUÉBEC / CHOIX DE L'EMPLACEMENT /**  
**MUNICIPALITÉ DE SAINT-AMBROISE**

CONSIDÉRANT	la nécessité de voir la Sûreté du Québec d'établir son poste sur le territoire de la M.R.C. du Fjord-du-Saguenay;
-------------	---

CONSIDÉRANT QUE	les municipalités de la M.R.C. du Fjord-du-Saguenay sont les principaux clients de la Sûreté dans le haut et le bas Saguenay et qu'il est donc normal que le poste de la Sûreté du Québec soit construit sur ledit territoire;
-----------------	--

CONSIDÉRANT	la résolution du 29 mai 2002 qui se lit comme suit et qui confirme le désir de voir implanter les services de la MRC à différents endroits du territoire :
-------------	--

*« CONSIDÉRANT QUE la Sûreté du Québec nous a fait parvenir une lettre datée du 6 mai 2002, nous informant de la localisation possible du poste de la Sûreté du Québec dans la municipalité de Saint-Honoré ;*

*CONSIDÉRANT QUE la M.R.C. du Fjord-du-Saguenay doit choisir un emplacement pour le siège social de ses bureaux administratifs ;*

...2

*CONSIDÉRANT QUE les membres du Comité administratif désirent que les retombées économiques des implications de la MRC soient dispersées sur le territoire ;*

*CONSIDÉRANT QUE différents services se doivent être implantés sur le territoire ;*

*IL EST PROPOSÉ PAR le conseiller de comté, M. Robert Tremblay ;*

*APPUYÉ PAR la conseillère de comté, Mme Marie-Luce Martin ;*

*ET RÉSOLU UNANIMEMENT:*

*DE RECOMMANDER au Conseil de la M.R.C. du Fjord-du-Saguenay d'implanter les établissements aux endroits suivants :*

- ✓ Poste de la S.Q. : St-Honoré ;
- ✓ Poste secondaire la S.Q. : L'Anse-St-Jean ;
- ✓ Siège social de la MRC : Au Nord du Saguenay ;
- ✓ CLD du Fjord : Au Sud du Saguenay.

CONSIDÉRANT QUE

le conseil de la M.R.C. du Fjord-du-Saguenay, lors de l'assemblée du 10 mai 2005, tenue à L'Anse-Saint-Jean a confirmé sa volonté d'étalement des ressources sur le territoire en votant pour la construction de son siège social à Saint-Honoré et d'un point de service à Saint-Félix-d'Otis;

POUR CES MOTIFS,

IL EST PROPOSÉ PAR

le conseiller de comté, M. Bertrand Couture;

APPUYÉ PAR

le conseiller de comté, M. Claude Boucher;

ET RÉSOLU MAJORITAIREMENT:

DE RECOMMANDER

au ministère de la Sécurité publique d'implanter le poste de la Sûreté du Québec dans la municipalité de Saint-Ambroise.

VOTE :

POUR : 7  
CONTRE : 3

Cette proposition est acceptée à la majorité.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

*Denis Jubinville*

Denis Jubinville  
Secrétaire-trésorier et  
directeur général  
Saguenay, le 15 mars 2006



EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SESSION RÉGULIÈRE DU  
CONSEIL DE LA MRC D'ARGENTEUIL TENUE LE MERCREDI 8 MARS  
2006, DANS LA SALLE LUCIEN-DUROCHER DE LA MRC  
D'ARGENTEUIL, SITUÉE AU 430 RUE GRACE, À LACHUTE

Municipalité régionale  
de comté d'Argenteuil  
430, rue Grace  
Lachute (Québec)  
J2H 1A1S

Téléphone : (450) 562-2474  
Télécopieur : (450) 562-1911

Courriel électronique :  
mrc@argenteuil.qc.ca  
Site Internet :  
www.argenteuil.qc.ca



Sont présents : mesdames les conseillères Lise Bourgault, de la ville de  
Brownsburg-Chatham, Ellen Lakoff, du canton de Harrington, messieurs  
les conseillers Carson Collins, de la municipalité de Mille-Isles, Normand  
Champoux, du canton de Wentworth, Daniel Mayer, de la ville de Lachute,  
Scott Pearce, du canton de Gore, Michel Brosseau, représentant de la  
municipalité de Grenville-sur-la-Rouge, Gaétan Carrière, représentant du  
village de Grenville formant quorum sous la présidence de monsieur Daniel  
Beaulieu, préfet suppléant de la MRC d'Argenteuil et maire de la  
municipalité de Saint-André-d'Argenteuil

Monsieur Marc Carrière, directeur général et secrétaire-trésorier, assiste  
également à la session.

06-03-054 DEMANDE D'UN RÈGLEMENT DANS LES MEILLEURS  
DÉLAIS DE LA CONVENTION COLLECTIVE DES AGENTS  
DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

CONSIDÉRANT que la MRC Maria-Chapdelaine adoptait, en janvier 2006,  
la résolution numéro 10-01-06 visant à demander au gouvernement du  
Québec un règlement dans les meilleurs délais de la convention collective  
des agents de la Sûreté du Québec, et sollicitant l'appui de toutes les MRC  
du Québec;

CONSIDÉRANT que les agents de la Sûreté du Québec négocient  
présentement avec le gouvernement du Québec le renouvellement de leur  
convention collective;

CONSIDÉRANT que, dans le cadre de ces négociations, les agents de la  
Sûreté du Québec, en l'absence d'un droit de grève, exercent depuis près  
d'un an des moyens de pression, tels le port d'une tenue vestimentaire non  
conforme ou inhabituelle, l'arrêt de la signification des constats d'infraction,  
la réduction des constats émis, etc;

CONSIDÉRANT que l'exercice par les agents de la Sûreté du Québec de  
tels moyens de pression génère une dégradation inacceptable des  
conditions de sécurité du public, notamment des problèmes de vitesse  
excessive sur l'ensemble du réseau routier municipal, ainsi que des  
impacts financiers importants pour les cours municipales en terme de perte  
de revenus et de dépenses additionnelles pour la signification des constats  
d'infraction;

CONSIDÉRANT que les municipalités du territoire de la MRC d'Argenteuil  
sont d'importants partenaires financiers en contribuant de façon  
substantielle aux coûts des services policiers de la Sûreté du Québec;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par monsieur le conseiller Daniel  
Mayer, appuyé par monsieur le conseiller Gaétan Carrière et RÉSOLU ce  
qui suit:

**LAURÉAT**

Président de la MRC  
entrepreneuriale  
1996  
de l'ANRCQ



1. QUE le Conseil de la MRC d'Argenteuil requiert du gouvernement du Québec et du ministre de la Sécurité publique, monsieur Jacques P. Dupuis, un règlement dans les meilleurs délais dans le dossier du renouvellement de la convention collective des agents de la Sûreté du Québec;
2. QUE, dans un souci d'équité, la MRC d'Argenteuil demande aux autorités concernées de veiller à conclure un tel règlement sans accorder aux employés de la Sûreté du Québec des conditions plus avantageuses que celles accordées aux autres membres de la fonction publique québécoise, à l'occasion du renouvellement de leurs conventions collectives respectives.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

c.c. Monsieur Jacques P. Dupuis, ministre de la Sécurité publique du Québec  
 Madame Monique Jérôme-Forget, Présidente du Conseil du Trésor  
 Monsieur David Whissell, député d'Argenteuil et président du Caucus du gouvernement  
 Commandant Jacques Beaupré, Sûreté du Québec, district de Montréal, Laval, Laurentides, Lanaudière  
 Capitaine Daniel Bélair, directeur de poste, Sûreté du Québec-MRC d'Argenteuil  
 Monsieur Bernard Généreux, président de la Fédération québécoise des municipalités (FQM)  
 Monsieur Jean Perreault, président de l'Union des municipalités du Québec (UMQ)  
 Monsieur Gilbert Goulet, préfet de la MRC Maria-Chapdelaine

Copie certifiée conforme  
 sujette à ratification

ce 27 Mars 2006



Marc Carrière  
 Directeur général et  
 secrétaire-trésorier